



Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Distr.: GÉNÉRALE
IDB.24/6
PBC.17/6

14 mars 2001

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

Conseil du développement industriel

Vingt-quatrième session
Vienne, 19-22 juin 2001

Comité des programmes et des budgets

Dix-septième session
Vienne, 2-4 mai 2001
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT FINANCIER INTÉRIMAIRE ET RAPPORT SUR L'EXÉCUTION DU PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 2000-2001

Rapport financier intérimaire pour l'exercice biennal 2000-2001

Présenté par le Directeur général

Le présent document rend compte de l'utilisation des ressources financières pendant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2000, conformément à la conclusion 1987/19 du Comité des programmes et des budgets.

Pour des raisons d'économie, le présent document a été tiré à un nombre limité d'exemplaires. Les représentants sont priés de bien vouloir apporter leur propre exemplaire aux réunions.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction	1 - 2	3
Chapitre		
I. ÉTATS FINANCIERS POUR LA PÉRIODE DE 12 MOIS DE L'EXERCICE BIENNAL 2000-2001 TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000		3
État I État des recettes et des dépenses et variation des réserves et des soldes inutilisés pour l'exercice biennal 2000-2001, au 31 décembre 2000.		4
État II État de l'actif, du passif, des réserves et des soldes au 31 décembre 2000		5
Tableau 2.1 État des contributions mises en recouvrement au titre du budget ordinaire au 31 décembre 2000.		6
Tableau 2.2 État des avances au fonds de roulement au 31 décembre 2000		11
État III Fonds général et fonds de roulement: état des mouvements de trésorerie pour l'année terminée le 31 décembre 2000.		16
État IV Fonds général: état des ouvertures de crédit par grand programme pour l'exercice biennal 2000-2001 au 31 décembre 2000 (note 2 a) i)		17
Tableau 4.1 Fonds général: état des ouvertures de crédit par principal objet de dépense pour l'année 2000 au 31 décembre 2000.		18
II. NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS		19
<i>Annexes</i>		
I. Activités commerciales auto-amortissables		32
Tableau 1. Services de restauration du CIV – Eurest		32
Tableau 2. Services de restauration du CIV – WIWAG		33
II. Activités de coopération technique exécutées par l'ONUDI		34
Tableau 1. État récapitulatif des recettes et des dépenses et variations des réserves et des soldes inutilisés pour l'année terminée le 31 décembre 2000		34
Tableau 2. État récapitulatif de l'actif, du passif, des réserves et des soldes inutilisés au 31 décembre 2000.		35
Tableau 3. État récapitulatif des transactions sur les comptes subsidiaires du Fonds de développement industriel pour l'année terminée le 31 décembre 2000		36
Tableau 4. État récapitulatif des activités de coopération technique financées par des fonds d'affectation spéciale pour l'année terminée le 31 décembre 2000		37
Tableau 5. État récapitulatif des activités de coopération technique pour l'année terminée le 31 décembre 2000 dans le cadre d'accords interorganisations		40
III. Fonds de fonctionnement. PNUD et Fonds d'affectation spéciale du PNUD		41

Introduction

1. À l'alinéa j) de sa conclusion 1987/19, le Comité des programmes et des budgets a prié le Directeur général de présenter chaque année au Conseil du développement industriel, par l'entremise du Comité, un rapport financier rendant compte de façon claire et détaillée de l'utilisation des ressources financières.
2. Le présent rapport financier intérimaire couvre la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2000 et a été établi sur la base des ouvertures de crédits du programme et des budgets, 2000-2001, adopté par la Conférence générale à sa huitième session (décision GC.8/Dec.17).

I. ÉTATS FINANCIERS POUR LA PÉRIODE DE 12 MOIS DE L'EXERCICE BIENNAL 2000-2001 TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

Certificat attestant l'exactitude des états financiers

Responsabilité du Directeur général

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel est responsable de la préparation et de l'intégrité des états financiers. Ces états ont été établis conformément aux normes comptables communes des organisations du système des Nations Unies et contiennent nécessairement certains montants qui sont fondés sur les meilleures estimations et le meilleur jugement de la direction. Les données financières utilisées ailleurs correspondent à celles des états financiers. La direction considère que les états rendent fidèlement compte de la situation financière de l'Organisation et des fonds d'affectation spéciale qu'elle détient, des résultats de leurs opérations et des changements de la situation financière.

Pour s'acquitter de sa responsabilité, l'Organisation dispose d'un système de vérification interne des comptes, ainsi que d'un ensemble de politiques et de procédures destiné à assurer la fiabilité des informations financières et la garantie des actifs. Le système de vérification interne et les documents comptables sont examinés par le Bureau du contrôle interne et le Commissaire aux comptes lors de leurs vérifications des comptes respectives.

Les états financiers ci-joints, qui comprennent les états I à IV, les tableaux pertinents et les notes explicatives, ont été établis conformément à l'article X du règlement financier de l'ONUDI et aux normes comptables communes des Nations Unies et sont approuvés.

Le Directeur général

Le fonctionnaire responsable
des services financiers

Carlos A. Magariños

Saburo Takizawa

ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES ET VARIATION DES RÉSERVES ET DES SOLDES INUTILISÉS
pour l'exercice biennal 2000-2001, au 31 décembre 2000
(en milliers de dollars des États-Unis)

État I

IDB.24/6
PBC.17/6
Page 4

Rubrique	Fonds général et fonds de roulement <i>(Note ou tableau n°)</i>	Autres fonds du Siège <i>(Note ou tableau n°)</i>	Coopération technique <i>(Note ou tableau n°)</i>	Suppressions	Total 2000	Total 1998
RECETTES						
Contributions mises en recouvrement	59 950,3	2 a)			59 950,3	66 479,7
Contributions volontaires	414,3		65,0	55 717,2	56 196,5	74 161,8
Recettes accessoires						
Activités génératrices de recettes	70,4	2 b)			70,4	53,4
Fonds reçus au titre d'arrangements entre organisations				10 711,6	10 711,6	19 859,0
Activités financées conjointement	10 201,2				10 201,2	11 748,9
Recettes pour services rendus	89,6		9 103,3		9 192,9	11 458,9
Intérêts créditeurs	670,0		197,7	2 068,9	2 936,6	8 134,7
Ajustements sur opérations de change	(2 077,6)	2 c)		(1 942,0)	(4 019,6)	1 105,7
Divers	346,1		18,5	(6,8)	357,8	677,2
TOTAL DES RECETTES	69 664,3		9 384,5	66 548,9	145 597,7	193 679,3
DÉPENSES						
Traitements et dépenses communes de personnel	42 240,3		8 075,1	27 395,8	1 138,7	78 849,9
Services contractuels	183,6		204,8	21 816,9	18,2	22 223,5
Frais de fonctionnement	9 982,0		695,6	2 623,6	164,1	13 465,3
Achats	86,4			11 839,2	358,4	12 284,0
Bourses				4 760,2	224,2	4 984,4
Coopération technique et DDIA	1 903,6				(1 903,6)	
Dépenses d'appui aux programmes			28,7	8 436,0		8 464,7
Dépenses diverses	7 332,6		22,3		110,0	7 464,9
TOTAL DES DÉPENSES	61 728,5		9 026,5	76 871,7		147 626,7
EXCÉDENT (DÉFICIT) DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	7 935,8		358,0	(10 322,8)		(2 029,0)
Ajustements opérés lors de l'exercice biennal précédent	(659,8)	2 d)			(659,8)	2 124,5
Annulation d'engagements pris lors de l'exercice précédent ou économies réalisées lors de leur règlement	3 348,5	2 e)	418,4		3 766,9	1 998,6
Provision pour retards dans le recouvrement des contributions	(8 553,7)				(8 553,7)	(5 737,0)
EXCÉDENT (DÉFICIT) NET DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	2 070,8		776,4	(3b) (10 322,8)		(7 475,6)
Virements aux réserves	277,3			113,9	4(b)	391,2
Virements des réserves	(371,9)	2 m)				(371,9)
Montants à porter au crédit des États Membres	(5 880,1)					(5 880,1)
Réserves et soldes inutilisés au début de l'exercice biennal	14 461,0		2 049,1	114 369,6		130 879,7
RÉSERVES ET SOLDES INUTILISÉS À LA FIN DE 2000	10 557,1		2 825,5	104 160,7		117 543,3

ÉTAT DE L'ACTIF, DU PASSIF, DES RÉSERVES ET DES SOLDES
au 31 décembre 2000
(en milliers de dollars des États-Unis)

Rubrique	Fonds général et fonds de roulement <i>(Note ou tableau n°)</i>		Autres fonds du Siège <i>(Note ou tableau n°)</i>		Coopération technique <i>(Note ou tableau n°)</i>		Suppressions	Total 2000	Total 1998
ACTIF									
Dépôts à vue et à terme	13 698,2		3 013,2		143 678,4	4(c)		160 389,8	171 257,4
Investissements									
Sommes à recevoir									
Contributions à recevoir des États Membres	104 711,3	2.1						104 711,3	105 410,3
Contributions volontaires à recevoir									48 562,0
Autres contributions à recevoir	117,0	2.2			751,1			868,1	4 282,5
Provisions pour retards dans le recouvrement des contributions	(94 956,0)	2(l)						(94 956,0)	(105 711,5)
Soldes interfonds			541,3		4 551,4			5 092,7	2 169,2
Autres	4 921,1	2(f)	100,8		2 518,2			7 540,1	7 588,4
Autres éléments d'actif	580,1		0,3		4 365,8			4 946,2	1 690,3
TOTAL DE L'ACTIF	29 071,7		3 655,6		155 864,9			188 592,2	235 248,6
PASSIF									
Paievements ou contributions reçus à l'avance	668,4	2(g)			1 456,1			2 124,5	11 490,1
Emprunts remboursables dans un délai d'un an	1 000,0	2(h)						1 000,0	1 000,0
Engagements non réglés	4 881,0		778,1		23 577,3			29 236,4	27 636,1
Sommes à payer									
Soldes interfonds	4 346,2				746,5			5 092,7	2 169,2
Autres	3 619,0		52,0		25 924,3			29 595,3	17 919,0
Autres fonds et comptes spéciaux									
Autres éléments de passif									70 655,9
Emprunts remboursables après un an	4 000,0	2(h)						4 000,0	6 000,0
TOTAL DU PASSIF	18 514,6		830,1		51 704,2			71 048,9	136 870,3
RÉSERVES ET SOLDES INUTILISÉS									
Réserves opérationnelles			4 300,0	3(c)	550,0	4(d)		4 850,0	4 850,0
Autres réserves	5 207,2	2(b, m)			2 135,4	4(b)		7 342,6	7 537,3
Soldes relatifs aux projets financés par des donateurs					98 408,2			98 408,2	92 634,5
Fonds de roulement	6 634,2	2(k)						6 634,2	6 610,0
Excédent (déficit)	(1 284,3)	2(l)	(1 474,5)		3 067,1			308,3	(13 253,5)
TOTAL DES RÉSERVES ET DES SOLDES INUTILISÉS	10 557,1		2 825,5		104 160,7			117 543,3	98 378,3
TOTAL DU PASSIF, DES RÉSERVES ET DES SOLDES INUTILISÉS	29 071,7		3 655,6		155 864,9			188 592,2	235 248,6

**ÉTAT DES CONTRIBUTIONS MISES EN RECOUVREMENT AU TITRE DU BUDGET ORDINAIRE
(au 31 décembre 2000)**

Tableau 2.1

État Membre	Barème des quotes-parts (pourcentage)	Contributions dues au 1 ^{er} janvier 2000				Montants crédités ou recouvrés en 2000				Contributions non acquittées au 31 décembre 2000						TOTAL Équiv. \$	
		Exercice antérieur		Exercice en cours		Exercice antérieur		Exercice en cours		Exercice antérieur		Exercice en cours		TOTAL			
		Dollars	Schillings	Dollars	Schillings	Dollars	Schillings	Dollars	Schillings	Dollars	Schillings	Dollars	Schillings	Équiv. \$	TOTAL Équiv. \$		
Afghanistan	0,004	53 960	136 978	480	28 103	423				53 537	136 978	480	28 103	54 017	165 081	12 004	66 021
Albanie	0,004	7 621	136 978	480	28 103	7 621	136 978	480	28 103	0	0	0	0	0	0	0	0
Algérie	0,127	0	0	15 230	892 269	0	0	15 230	892 269	0	0	0	0	0	0	0	0
Allemagne	14,562	0	0	1 746 232	102 308 825	0	0	1 746 232	102 308 825	0	0	0	0	0	0	0	0
Angola	0,015	0	0	1 799	105 386	0	0	1 799	105 386	0	0	0	0	0	0	0	0
Arabie saoudite	0,830	233 554	13 697 890	99 531	5 831 364	119 201	6 991 044	0	0	114 353	6 706 846	99 531	5 831 364	213 884	12 538 210	867 820	1 081 704
Argentine	1,629	729 374	9 314 566	195 345	11 444 931	0	0	0	0	729 374	9 314 566	195 345	11 444 931	924 719	20 759 497	1 415 587	2 340 306
Arménie	0,009	730 017	958 852	1 080	63 232	514	0	0	0	729 503	958 852	1 080	63 232	730 583	1 022 084	75 638	806 221
Autriche	1,392	0	0	166 925	9 779 830	0	0	166 925	9 779 830	0	0	0	0	0	0	0	0
Azerbaïdjan	0,016	1 063 205	2 191 662	1 919	112 412	67 476	0	0	0	995 729	2 191 662	1 919	112 412	997 648	2 304 074	170 868	1 168 516
Bahamas	0,022	5 256	308 299	2 638	154 567	5 256	308 299	2 613	153 090	0	0	25	1 477	25	1 477	93	118
Bahrein	0,025	0	0	2 998	175 644	0	0	2 998	175 644	0	0	0	0	0	0	0	0
Bangladesh	0,015	0	0	1 799	105 386	0	0	1 126	65 867	0	0	673	39 519	673	39 519	2 484	3 157
Barbade	0,012	0	0	1 439	84 309	0	0	500	29 362	0	0	939	54 947	939	54 947	3 454	4 393
Bélarus	0,084	279 691	5 479 156	10 073	590 162	122 176	0	0	0	157 515	5 479 156	10 073	590 162	167 588	6 069 318	446 601	614 189
Belgique	1,631	0	0	195 585	11 458 982	0	0	195 585	11 458 982	0	0	0	0	0	0	0	0
Belize	0,001	0	0	120	7 026	0	0	117	6 882	0	0	3	144	3	144	9	12
Bénin	0,003	2 191	128 387	360	21 077	93	5 417	0	0	2 098	122 970	360	21 077	2 458	144 047	10 515	12 973
Bhoutan	0,001	1 120	65 640	120	7 026	1 120	65 650	92	5 369	0	0	28	1 657	28	1 657	104	132
Bolivie	0,010	19 400	136 978	1 199	70 258	19 400	136 978	1 199	70 258	0	0	0	0	0	0	0	0
Bosnie-Herzégovine	0,007	199 657	136 978	840	49 180	26 479	0	0	0	173 178	136 978	840	49 180	174 018	186 158	13 329	187 347
Botswana	0,015	1 158	67 883	1 799	105 386	1 158	67 883	1 799	105 386	0	0	0	0	0	0	0	0
Bésil	2,173	6 273 459	31 368 170	260 580	15 266 933	12 037	0	0	0	6 261 422	31 368 170	260 580	15 266 933	6 522 002	46 635 103	3 304 091	9 826 093
Bulgarie	0,016	0	0	1 919	112 412	0	0	1 919	112 412	0	0	0	0	0	0	0	0
Burkina Faso	0,003	43 610	136 978	360	21 077	489	0	0	0	43 121	136 978	360	21 077	43 481	158 055	11 562	55 043
Burundi	0,001	47 147	136 978	120	7 026	621	0	0	0	46 526	136 978	120	7 026	46 646	144 004	10 679	57 325
Cambodge	0,001	10 882	136 978	120	7 026	9 043	29 162	0	0	1 839	107 816	120	7 026	1 959	114 842	8 500	10 459
Cameroun	0,019	1 615	94 604	2 279	133 489	0	0	0	0	1 615	94 604	2 279	133 489	3 894	228 093	15 462	19 356
Cap-Vert	0,003	71 345	136 978	360	21 077	489	0	0	0	70 856	136 978	360	21 077	71 216	158 055	11 562	82 778
Chili	0,201	27	1 567	24 104	1 412 174	27	1 567	24 104	1 412 174	0	0	0	0	0	0	0	0
Chine	1,470	0	0	176 278	10 327 838	0	0	176 278	10 327 838	0	0	0	0	0	0	0	0
Chypre	0,050	0	0	5 996	351 287	0	0	5 996	351 287	0	0	0	0	0	0	0	0
Colombie	0,161	0	0	19 307	1 131 144	0	0	19 307	1 131 144	0	0	0	0	0	0	0	0
Comores	0,001	95 782	136 978	120	7 026	0	0	0	0	95 782	136 978	120	7 026	95 902	144 004	10 679	106 581
Costa Rica	0,024	70 078	136 978	2 878	168 618	22 673	0	0	0	47 405	136 978	2 878	168 618	50 283	305 596	20 837	71 120
Côte d'Ivoire	0,013	0	0	1 559	91 335	0	0	0	0	0	0	1 559	91 335	1 559	91 335	5 741	7 300
Croatie	0,044	15 074	884 113	5 277	309 133	15 074	884 113	5 277	309 133	0	0	0	0	0	0	0	0
Cuba	0,036	76 228	958 852	4 317	252 927	62 586	158 664	0	0	13 642	800 188	4 317	252 927	17 959	1 053 115	75 704	93 663
Danemark	1,022	0	0	122 555	7 180 306	0	0	122 555	7 180 306	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibouti	0,001	62 918	136 978	120	7 026	0	0	0	0	62 918	136 978	120	7 026	63 038	144 004	10 679	73 717

État Membre	Barème des quotes-parts (pourcentage)	Contributions dues au 1 ^{er} janvier 2000				Montants crédités ou recouvrés en 2000				Contributions non acquittées au 31 décembre 2000						TOTAL Équiv. \$		
		Exercice antérieur		Exercice en cours		Exercice antérieur		Exercice en cours		Exercice antérieur		Exercice en cours		TOTAL				
		Dollars	Schillings	Dollars	Schillings	Dollars	Schillings	Dollars	Schillings	Dollars	Schillings	Dollars	Schillings	Équiv. \$				
Dominique	0,001	0	0	120	7 026	0	0	120	7 026	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Égypte	0,096	0	0	11 512	674 471	0	0	11 512	674 471	0	0	0	0	0	0	0	0	0
El Salvador	0,018	80 422	136 978	2 159	126 464	0	0	0	0	80 422	136 978	2 159	126 464	82 581	263 442	18 187	100 768	0
Émirats arabes unis	0,263	17 035	999 072	31 538	1 847 770	17 035	999 072	31 538	1 847 770	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Équateur	0,030	51 119	410 936	3 598	210 772	77	0	0	0	51 042	410 936	3 598	210 772	54 640	621 708	43 962	98 602	0
Érythrée	0,001	15 244	136 978	120	7 026	15 162	132 147	0	0	82	4 831	120	7 026	202	11 857	803	1 005	0
Espagne	3,828	0	0	459 043	26 894 533	0	0	459 043	26 894 533	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Éthiopie	0,009	0	0	1 080	63 232	0	0	1 080	63 232	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ex-République yougoslave de Macédoine	0,006	2 319	136 010	720	42 155	60	3 491	0	0	2 259	132 519	720	42 155	2 979	174 674	12 554	15 533	0
Fédération de Russie	1,591	1 004 467	58 911 536	190 788	11 177 952	1 004 467	58 911 536	190 788	11 177 952	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fidji	0,006	345	20 228	720	42 155	55	3 214	0	0	290	17 014	720	42 155	1 010	59 169	3 921	4 931	0
Finlande	0,802	0	0	96 174	5 634 644	0	0	96 174	5 634 644	0	0	0	0	0	0	0	0	0
France	9,669	0	0	1 159 478	67 931 879	0	0	0	0	0	0	1 159 478	67 931 879	1 159 478	67 931 879	4 270 216	5 429 694	0
Gabon	0,022	41 201	136 978	2 638	154 567	41 201	136 978	2 638	154 567	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gambie	0,001	63 758	136 978	120	7 026	621	0	0	0	63 137	136 978	120	7 026	63 257	144 004	10 679	73 936	0
Géorgie	0,010	1 241 598	2 191 662	1 199	70 258	1 092	0	0	0	1 240 506	2 191 662	1 199	70 258	1 241 705	2 261 920	168 218	1 409 923	0
Ghana	0,010	0	0	1 199	70 258	0	0	377	22 065	0	0	822	48 193	822	48 193	3 029	3 851	0
Grèce	0,519	0	0	62 237	3 646 359	0	0	62 237	3 646 359	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Grenade	0,001	74 830	136 978	120	7 026	8 497	0	0	0	66 333	136 978	120	7 026	66 453	144 004	10 679	77 132	0
Guatemala	0,027	165 127	410 936	3 238	189 695	24 431	0	0	0	140 696	410 936	3 238	189 695	143 934	600 631	42 637	186 571	0
Guinée	0,004	40 063	136 978	480	28 103	423	0	0	0	39 640	136 978	480	28 103	40 120	165 081	12 004	52 124	0
Guinée-Bissau	0,001	92 045	136 978	120	7 026	621	0	0	0	91 424	136 978	120	7 026	91 544	144 004	10 679	102 223	0
Guinée équatoriale	0,001	95 782	136 978	120	7 026	0	0	0	0	95 782	136 978	120	7 026	95 902	144 004	10 679	106 581	0
Guyana	0,001	29	1 671	120	7 026	29	1 671	120	7 026	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Haïti	0,003	0	0	360	21 077	0	0	92	5 421	0	0	268	15 656	268	15 656	984	1 252	0
Honduras	0,004	52 412	136 978	480	28 103	52 412	136 978	480	28 103	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hongrie	0,177	0	0	21 226	1 243 556	0	0	21 226	1 243 556	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Inde	0,442	0	0	53 004	3 105 377	0	0	53 004	3 105 377	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Indonésie	0,278	42 398	2 486 720	33 337	1 953 156	42 398	2 486 720	33 337	1 953 156	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Iran (Rép. Islamique d')	0,238	459 086	8 766 650	28 540	1 672 126	433 581	7 270 698	0	0	25 505	1 495 952	28 540	1 672 126	54 045	3 168 078	216 915	270 960	0
Iraq	0,047	1 069 342	2 739 578	5 636	330 210	9 072	0	0	0	1 060 270	2 739 578	5 636	330 210	1 065 906	3 069 788	225 509	1 291 415	0
Irlande	0,331	0	0	39 693	2 325 520	0	0	39 693	2 325 520	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Israël	0,517	0	0	61 997	3 632 308	0	0	61 997	3 632 308	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Italie	8,032	0	0	963 174	56 430 743	0	0	963 174	56 430 743	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Jamahiriya arabe libyenne	0,183	62 806	3 683 491	21 945	1 285 711	36 031	2 113 162	0	0	26 775	1 570 329	21 945	1 285 711	48 720	2 856 040	198 184	246 904	0
Jamaïque	0,009	2 327	136 378	1 080	63 232	2 327	136 378	1 080	63 232	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Japon	25,000	0	0	2 997 925	175 643 498	0	0	2 997 925	175 643 498	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Jordanie	0,009	0	0	1 080	63 232	0	0	1 080	63 232	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kazakhstan	0,071	63 060	3 698 430	8 514	498 828	0	0	0	0	63 060	3 698 430	8 514	498 828	71 574	4 197 258	307 771	379 345	0
Kenya	0,010	357	20 903	1 199	70 258	357	20 903	410	24 045	0	0	789	46 213	789	46 213	2 905	3 694	0
Kirghizistan	0,009	282 551	547 916	1 080	63 232	0	0	0	0	282 551	547 916	1 080	63 232	283 631	611 148	44 925	328 556	0
Koweït	0,189	0	0	22 665	1 327 865	0	0	22 665	1 327 865	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lesotho	0,003	0	0	360	21 077	0	0	210	12 353	0	0	150	8 724	150	8 724	548	698	0
Liban	0,024	220	12 864	2 878	168 618	50	2 952	0	0	170	9 912	2 878	168 618	3 048	178 530	11 340	14 388	0

État Membre	Barème des quotes-parts (pourcentage)	Contributions dues au 1 ^{er} janvier 2000				Montants crédités ou recouvrés en 2000				Contributions non acquittées au 31 décembre 2000						TOTAL Équiv. \$	
		Exercice antérieur		Exercice en cours		Exercice antérieur		Exercice en cours		Exercice antérieur		Exercice en cours		TOTAL			
		Dollars	Schillings	Dollars	Schillings	Dollars	Schillings	Dollars	Schillings	Dollars	Schillings	Dollars	Schillings	Équiv. \$	Dollars		Schillings
Rép. pop. dém. de Corée	0,022	274 208	958 852	2 638	154 567	103 284	0	0	0	170 924	958 852	2 638	154 567	173 562	1 113 419	81 379	254 941
République tchèque	0,158	0	0	18 947	1 110 067	0	0	18 947	1 110 067	0	0	0	0	0	0	0	0
République-Unie de Tanzanie	0,004	55 169	136 978	480	28 103	423	0	0	0	54 746	136 978	480	28 103	55 226	165 081	12 004	67 230
Roumanie	0,083	0	0	9 953	583 137	0	0	9 953	583 137	0	0	0	0	0	0	0	0
Royaume-Uni	7,522	0	0	902 016	52 847 616	0	0	902 016	52 847 616	0	0	0	0	0	0	0	0
Rwanda	0,001	51 239	136 978	120	7 026	14 177	0	0	0	37 062	136 978	120	7 026	37 182	144 004	10 679	47 861
Sainte-Lucie	0,001	341	19 957	120	7 026	341	19 957	116	6 802	0	0	4	224	4	224	14	18
Saint-Kitts-et-Nevis	0,001	19 392	136 978	120	7 026	621	0	0	0	18 771	136 978	120	7 026	18 891	144 004	10 679	29 570
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,001	86 848	136 978	120	7 026	621	0	0	0	86 227	136 978	120	7 026	86 347	144 004	10 679	97 026
Sao Tomé-et-Principe	0,001	95 782	136 978	120	7 026	0	0	0	0	95 782	136 978	120	7 026	95 902	144 004	10 679	106 581
Sénégal	0,009	1 230	72 043	1 080	63 232	18	1 016	0	0	1 212	71 027	1 080	63 232	2 292	134 259	9 283	11 575
Seychelles	0,003	24 078	136 978	360	21 077	489	0	0	0	23 589	136 978	360	21 077	23 949	158 055	11 562	35 511
Sierra Leone	0,001	72 743	136 978	120	7 026	621	0	0	0	72 122	136 978	120	7 026	72 242	144 004	10 679	82 921
Slovaquie	0,052	0	0	6 236	365 339	0	0	6 236	365 339	0	0	0	0	0	0	0	0
Slovénie	0,090	11 548	677 283	10 793	632 317	174	10 184	0	0	11 374	667 099	10 793	632 317	22 167	1 299 416	89 606	111 773
Somalie	0,001	107 362	136 978	120	7 026	26	0	0	0	107 336	136 978	120	7 026	107 456	144 004	10 679	118 135
Soudan	0,010	164	9 600	1 199	70 258	164	9 600	1 199	70 258	0	0	0	0	0	0	0	0
Sri Lanka	0,018	0	0	2 159	126 464	0	0	2 159	126 464	0	0	0	0	0	0	0	0
Suède	1,594	0	0	191 148	11 199 030	0	0	191 148	11 199 030	0	0	0	0	0	0	0	0
Suisse	1,795	0	0	215 251	12 611 203	0	0	215 251	12 611 203	0	0	0	0	0	0	0	0
Suriname	0,006	16 804	136 978	720	42 155	290	0	0	0	16 514	136 978	720	42 155	17 234	179 133	12 887	30 121
Swaziland	0,003	953	55 818	360	21 077	953	55 818	360	21 077	0	0	0	0	0	0	0	0
Tadjikistan	0,006	210 270	410 936	720	42 155	1 715	0	0	0	208 555	410 936	720	42 155	209 275	453 091	33 363	242 638
Tchad	0,001	62 918	136 978	120	7 026	0	0	0	0	62 918	136 978	120	7 026	63 038	144 004	10 679	73 717
Thaïlande	0,251	0	0	30 099	1 763 461	0	0	30 099	1 763 461	0	0	0	0	0	0	0	0
Togo	0,001	52 587	136 978	120	7 026	621	0	0	0	51 966	136 978	120	7 026	52 086	144 004	10 679	62 765
Tonga	0,001	0	0	120	7 026			117	6 885	0	0	3	141	3	141	9	12
Trinité-et-Tobago	0,024	18 795	547 916	2 878	168 618	17 002	442 576	0	0	1 793	105 340	2 878	168 618	4 671	273 958	18 472	23 143
Tunisie	0,041	0	0	4 917	288 056	0	0	4 917	288 056	0	0	0	0	0	0	0	0
Turkmenistan	0,009	82 241	547 916	1 080	63 232	0	0	0	0	82 241	547 916	1 080	63 232	83 321	611 148	44 925	128 246
Turquie	0,650	0	0	77 946	4 566 731	0	0	77 842	4 560 646	0	0	104	6 085	104	6 085	383	487
Ukraine	0,281	6 838 031	21 094 752	33 697	1 974 233	88 271	0	0	0	6 749 760	21 094 752	33 697	1 974 233	6 783 457	23 068 985	1 700 689	8 484 146
Uruguay	0,071	8 360	490 274	8 514	498 828	6 880	403 514	0	0	1 480	86 760	8 514	498 828	9 994	585 588	37 841	47 835
Vanuatu	0,001	57 814	136 978	120	7 026	621	0	0	0	57 193	136 978	120	7 026	57 313	144 004	10 679	67 992
Venezuela	0,236	78 790	4 621 034	28 301	1 658 075	78 790	4 621 034	28 301	1 658 075	0	0	0	0	0	0	0	0
Viet Nam	0,010	0	0	1 199	70 258	0	0	1 199	70 258	0	0	0	0	0	0	0	0
Yémen	0,015	38 668	136 978	1 799	105 386	28 692	0	0	0	9 976	136 978	1 799	105 386	11 775	242 364	16 862	28 637
Yougoslavie	0,038	1 676 669	1 917 704	4 557	266 978	7 128	0	0	0	1 669 541	1 917 704	4 557	266 978	1 674 098	2 184 682	160 108	1 834 206
Zambie	0,003	32 731	136 978	360	21 077	489	0	0	0	32 242	136 978	360	21 077	32 602	158 055	11 562	44 164
Zimbabwe	0,013	8	461	1 559	91 335	0	0	0	0	8	461	1 559	91 335	1 567	91 796	5 776	7 343
Total partiel:	100	27 425 073	201 143 243	11 991 734	702 574 032	2 697 364	91 137 306	9 952 414	583 094 730	24 727 709	110 005 947	2 039 320	119 479 302	26 767 029	229 485 249	15 732 171	42 499 200
États-Unis d'Amérique		62 113 175		0		399 049				61 714 126		0		61 714 126			61 714 126

État Membre	Barème des quotes-parts (pourcentage)	Contributions dues au 1 ^{er} janvier 2000				Montants crédités ou recouvrés en 2000				Contributions non acquittées au 31 décembre 2000						TOTAL Équiv. \$	
		Exercice antérieur		Exercice en cours		Exercice antérieur		Exercice en cours		Exercice antérieur		Exercice en cours		TOTAL			
		Dollars	Schillings	Dollars	Schillings	Dollars	Schillings	Dollars	Schillings	Dollars	Schillings	Dollars	Schillings	Équiv. \$			
NOUVEAUX ÉTATS MEMBRES:																	
Afrique du Sud		0	0	43 890	2 571 421	0	0	0	0			43 890	2 571 421	43 890	2 571 421	161 640	205 530
Comores		11 580	0	0	0	23	0	0	0	11 557				11 557			11 557
Djibouti		8 448	0	0	0	621	0	0	0	7 827				7 827			7 827
El Salvador		15 360								15 360				15 360			15 360
Guinée équatoriale		11 580				23				11 557				11 557			11 557
Kazakhstan		162 568	0	0	0	0	0	0	0	162 568				162 568			162 568
Libéria		17 210				489				16 721				16 721			16 721
Sao Tomé-et-Principe		11 580				23				11 557				11 557			11 557
Tchad		8 752	0	0	0	15	0	0	0	8 737				8 737			8 737
Turkménistan		46 600								46 600				46 600			46 600
Total partiel:		293 678	0	43 890	2 571 421	1 194	0	0	0	292 484	0	43 890	2 571 421	336 374	2 571 421	161 640	498 014
TOTAL		89 831 926	201 143 243	12 035 624	705 145 453	3 097 607	91 137 306	9 952 414	583 094 730	86 734 319	110 005 947	2 083 210	122 050 723	88 817 529	232 056 660	15 893 811	104 711 340
86-87		92 642	-			141	-	-	-	92 501				92 501		0	92 501
88-89		174 606	-			2 933	-	-	-	171 673				171 673		0	171 673
90-91		1 220 775	-			56 915	-	-	-	1 163 860				1 163 860		0	1 163 860
92-93		2 306 729	-			165 539	-	-	-	2 141 190				2 141 190		0	2 141 190
94-95		44 975 287	-			685 555	-	-	-	44 289 732				44 289 732		0	44 289 732
96-97		37 632 280	-			632 580	-	-	-	36 999 700				36 999 700		0	36 999 700
98-99		3 429 607	201 143 243			1 553 944	91 137 306			1 875 663	110 005 937			1 875 663	110 005 937	8 221 670	10 097 333
00				12 035 624	705 145 453			9 952 414	583 094 730			2 083 210	122 050 723	2 083 210	122 050 723	7 672 141	9 755 351
TOTAL		89 831 926	201 143 243	12 035 624	705 145 453	3 097 607	91 137 306	9 952 414	583 094 730	86 734 319	110 005 937	2 083 210	122 050 723	88 817 529	232 056 660	15 893 811	104 711 340

Tableau 2.2

ÉTAT DES AVANCES AU FONDS DE ROULEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2000
(en dollars des États-Unis)

<u>État Membre</u>	<u>Barème des quotes-parts (pourcentage)</u>	<u>Montant de l'avance</u>	<u>Montant recouvré en 1986-1999</u>	<u>Ajustements opérés en 2000</u>	<u>Montant recouvré en 2000</u>	<u>Montant non acquitté à ce jour</u>
AFGHANISTAN	0,0040	264	661	(397)	-	-
ALBANIE	0,0040	264	661	(397)	-	-
ALGÉRIE	0,1270	8 395	15 203	(6 808)	-	-
ALLEMAGNE	14,5620	962 548	847 402	115 146	-	-
ANGOLA	0,0150	992	661	331	-	-
ARABIE SAOUDITE	0,8300	54 863	66 100	(11 237)	-	-
ARGENTINE	1,6290	107 677	44 948	1 546	-	61 183
ARMÉNIE	0,0090	595	748	(153)	-	-
AUTRICHE	1,3920	92 011	81 303	2 036	8 672	-
AZERBAÏDJAN	0,0160	1 058	1 241	(183)	-	-
BAHAMAS	0,0220	1 454	1 983	(529)	-	-
BAHREÏN	0,0250	1 653	1 983	(330)	-	-
BANGLADESH	0,0150	992	661	126	205	-
BARBADE	0,0120	793	661	132	-	-
BÉLARUS	0,0840	5 552	26 440	(20 888)	-	-
BELGIQUE	1,6310	107 809	94 523	2 860	10 426	-
BELIZE	0,0010	66	661	(595)	-	-
BÉNIN	0,0030	198	661	(463)	-	-
BHOUTAN	0,0010	66	661	(595)	-	-
BOLIVIE	0,0100	661	661	-	-	-
BOSNIE-HERZÉGOVINE	0,0070	463	219	103	141	-
BOTSWANA	0,0150	992	661	26	305	-
BRÉZIL	2,1730	143 635	151 369	(7 734)	-	-
BULGARIE	0,0160	1 058	7 271	(6 213)	-	-
BURKINA FASO	0,0030	198	661	(463)	-	-
BURUNDI	0,0010	66	661	(595)	-	-
CAMBODGE	0,0010	66	661	(595)	-	-
CAMEROUN	0,0190	1 256	661	26	-	569
CAP-VERT	0,0030	198	661	(463)	-	-
CHILI	0,2010	13 286	7 271	206	5 809	-
CHINE	1,4700	97 167	69 405	2 087	25 675	-
CHYPRE	0,0500	3 305	2 644	51	610	-
COLOMBIE	0,1610	10 642	9 254	1 388	-	-
COMORES	0,0010	66	63	3	-	-
CONGO	0,0040	264	661	(397)	-	-
COSTA RICA	0,0240	1 587	661	26	900	-
CÔTE D'IVOIRE	0,0130	859	661	51	-	147
CROATIE	0,0440	2 908	8 593	(5 685)	-	-

État Membre	Barème des quotes-parts (pourcentage)	Montant de l'avance	Montant recouvré en 1986-1999	Ajustements opérés en 2000	Montant recouvré en 2000	Montant non acquitté à ce jour
CUBA	0,0360	2 380	4 627	(2 247)	-	-
DANEMARK	1,0220	67 554	67 422	132	-	-
DJIBOUTI	0,0010	66	661	(595)	-	-
DOMINIQUE	0,0010	66	661	(595)	-	-
ÉGYPTE	0,0960	6 346	7 271	(925)	-	-
EL SALVADOR	0,0180	1 190	58	24	-	1 108
ÉMIRATS ARABES UNIS	0,2630	17 384	17 847	(463)	-	-
ÉQUATEUR	0,0300	1 983	1 983	-	-	-
ÉRYTHRÉE	0,0010	66	661	(595)	-	-
ESPAGNE	3,8280	253 031	222 757	5 360	24 914	-
ÉTHIOPIE	0,0090	595	661	(66)	-	-
EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE	0,0060	397	661	(264)	-	-
FÉDÉRATION DE RUSSIE	1,5910	105 165	399 244	(294 079)	-	-
FIDJI	0,0060	397	661	(264)	-	-
FINLANDE	0,8020	53 012	58 168	(5 156)	-	-
FRANCE	9,6690	639 121	600 849	16 209	-	22 063
GABON	0,0220	1 454	661	51	742	-
GAMBIE	0,0010	66	661	(595)	-	-
GÉORGIE	0,0100	661	1 186	(525)	-	-
GHANA	0,0100	661	661	-	-	-
GRÈCE	0,5190	34 306	35 694	(1 388)	-	-
GRENADE	0,0010	66	661	(595)	-	-
GUATEMALA	0,0270	1 785	1 983	(198)	-	-
GUINÉE	0,0040	264	661	(397)	-	-
GUINÉE-BISSAU	0,0010	66	661	(595)	-	-
GUINÉE ÉQUATORIALE	0,0010	66	63	3	-	-
GUYANA	0,0010	66	661	(595)	-	-
HAÏTI	0,0030	198	661	(463)	-	-
HONDURAS	0,0040	264	661	(397)	-	-
HONGRIE	0,1770	11 700	13 220	(1 520)	-	-
INDE	0,4420	29 216	29 084	132	-	-
INDONÉSIE	0,2780	18 376	13 220	438	4 718	-
IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')	0,2380	15 732	42 304	(26 572)	-	-
IRAQ	0,0470	3 107	11 804	(8 697)	-	-
IRLANDE	0,3310	21 879	19 830	489	1 560	-
ISRAËL	0,5170	34 174	25 118	4 899	4 157	-
ITALIE	8,0320	530 915	491 123	12 450	27 342	-
JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE	0,1830	12 096	18 508	(6 412)	-	-
JAMAÏQUE	0,0090	595	661	(66)	-	-
JAPON	25,0000	1 652 500	1 464 115	33 655	154 730	-
JORDANIE	0,0090	595	661	(66)	-	-

État Membre	Barème des quotes-parts (pourcentage)	Montant de l'avance	Montant recouvré en 1986-1999	Ajustements opérés en 2000	Montant recouvré en 2000	Montant non acquitté à ce jour
KAZAKHSTAN	0,0710	4 693	-		-	4 693
KENYA	0,0100	661	661	-	-	-
KIRGHIZISTAN	0,0090	595	328	152	-	115
KOWEÏT	0,1890	12 493	17 847	(5 354)	-	-
LESOTHO	0,0030	198	661	(463)	-	-
LIBAN	0,0240	1 587	661	26	900	-
LIBÉRIA	0,0030	198	661	(463)	-	-
LITUANIE	0,0220	1 454	7 271	(5 817)	-	-
LUXEMBOURG	0,1010	6 676	6 610	66	-	-
MADAGASCAR	0,0040	264	661	(397)	-	-
MALAISIE	0,2700	17 847	13 220	426	4 201	-
MALAWI	0,0030	198	661	(463)	-	-
MALDIVES	0,0010	66	661	(595)	-	-
MALI	0,0030	198	661	(463)	-	-
MALTE	0,0210	1 388	661	26	701	-
MAROC	0,0610	4 032	2 644	87	1 301	-
MAURICE	0,0130	859	661	26	172	-
MAURITANIE	0,0010	66	661	(595)	-	-
MEXIQUE	1,4700	97 167	74 032	21 862	1 273	-
MONGOLIE	0,0030	198	661	(463)	-	-
MOZAMBIQUE	0,0010	66	661	(595)	-	-
MYANMAR	0,0120	793	661	26	-	106
NAMIBIE	0,0100	661	661	-	-	-
NÉPAL	0,0060	397	661	(264)	-	-
NICARAGUA	0,0010	66	76	(10)	-	-
NIGER	0,0030	198	661	(463)	-	-
NIGÉRIA	0,0470	3 107	10 576	(7 469)	-	-
NORVÈGE	0,9010	59 556	52 219	1 620	5 717	-
NOUVELLE-ZÉLANDE	0,3270	21 615	22 474	(859)	-	-
OMAN	0,0750	4 958	3 966	77	915	-
OUGANDA	0,0060	397	661	(264)	-	-
OUZBÉKISTAN	0,0370	2 446	11 898	(9 452)	-	-
PAKISTAN	0,0870	5 751	5 288	335	-	128
PANAMA	0,0190	1 256	661	51	544	-
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	0,0100	661	661	-	-	-
PARAGUAY	0,0210	1 388	661	51	-	676
PAYS-BAS	2,4110	159 367	148 725	4 046	6 596	-
PÉROU	0,1460	9 651	5 288	154	4 209	-
PHILIPPINES	0,1200	7 932	5 288	2 644	-	-
POLOGNE	0,2900	19 169	31 067	(11 898)	-	-
PORTUGAL	0,6370	42 106	26 440	541	15 125	-
QATAR	0,0490	3 239	3 966	(727)	-	-

<u>État Membre</u>	<u>Barème des quotes-parts (pourcentage)</u>	<u>Montant de l'avance</u>	<u>Montant recouvré en 1986-1999</u>	<u>Ajustements opérés en 2000</u>	<u>Montant recouvré en 2000</u>	<u>Montant non acquitté à ce jour</u>
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	0,0950	6 280	5 288	103	889	-
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	0,0010	66	661	(595)	-	-
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	1,4860	98 225	76 676	1 855	19 694	-
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	0,0150	992	7 271	(6 279)	-	-
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	0,0100	661	661	-	-	-
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO	0,0010	66	661	(595)	-	-
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	0,0220	1 454	173	51	-	1 230
RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE	0,0220	1 454	4 627	(3 173)	-	-
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	0,1580	10 444	23 135	(12 691)	-	-
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE	0,0040	264	661	(397)	-	-
ROUMANIE	0,0830	5 486	13 881	(8 395)	-	-
ROYAUME-UNI	7,5220	497 204	497 733	(529)	-	-
RWANDA	0,0010	66	661	(595)	-	-
SAINT-KITTS-ET-NEVIS	0,0010	66	661	(595)	-	-
SAINTE-LUCIE	0,0010	66	661	(595)	-	-
SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES	0,0010	66	661	(595)	-	-
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	0,0010	66	63	3	-	-
SÉNÉGAL	0,0090	595	661	(66)	-	-
SEYCHELLES	0,0030	198	661	(463)	-	-
SIERRA LEONE	0,0010	66	661	(595)	-	-
SLOVAQUIE	0,0520	3 437	7 271	(3 834)	-	-
SLOVÉNIE	0,0900	5 949	6 610	(661)	-	-
SOMALIE	0,0010	66	66	-	-	-
SOUDAN	0,0100	661	661	-	-	-
SRI LANKA	0,0180	1 190	661	26	503	-
SUÈDE	1,5940	105 363	115 014	(9 651)	-	-
SUISSE	1,7950	118 650	113 031	3 144	2 475	-
SURINAME	0,0060	397	661	(264)	-	-
SWAZILAND	0,0030	198	661	(463)	-	-
TADJIKISTAN	0,0060	397	1 983	(1 586)	-	-
TCHAD	0,0010	66	55	11	-	-
THAÏLANDE	0,2510	16 591	11 898	309	4 384	-
TOGO	0,0010	66	661	(595)	-	-
TONGA	0,0010	66	661	(595)	-	-
TRINITÉ-ET-TOBAGO	0,0240	1 587	2 644	(1 057)	-	-
TUNISIE	0,0410	2 710	2 644	66	-	-
TURKMÉNISTAN	0,0090	595	-	-	-	595
TURQUIE	0,6500	42 965	35 694	721	6 550	-
UKRAINE	0,2810	18 574	101 794	(83 220)	-	-

<u>État Membre</u>	<u>Barème des quotes-parts (pourcentage)</u>	<u>Montant de l'avance</u>	<u>Montant recouvré en 1986-1999</u>	<u>Ajustements opérés en 2000</u>	<u>Montant recouvré en 2000</u>	<u>Montant non acquitté à ce jour</u>
URUGUAY	0,0710	4 693	3 966	103	624	-
VANUATU	0,0010	66	661	(595)	-	-
VENEZUELA	0,2360	15 600	31 067	(15 467)	-	-
VIET NAM	0,0100	661	661	-	-	-
YÉMEN	0,0150	992	661	26	305	-
YUGOSLAVIE ^a	0,0380	2 512	9 254	(6 742)	-	-
ZAMBIE	0,0030	198	661	(463)	-	-
ZIMBABWE	0,0130	859	661	26	-	172
Total partiel (168 États)	100,0000	6 610 000	6 558 060	(627 475) 238 646	347 984	92 785
AFRIQUE DU SUD	0,3660	24 193				24 193
T O T A L (169 États)	100,3660	6 634 193	6 558 060	(627 475) 238 646	347 984	116 978

^a Conformément à la résolution GC/S.1/Res.1 de la Conférence générale, la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ne peut pas assurer automatiquement la continuité de la qualité de membre de l'ex-République socialiste fédérative de Yougoslavie à l'ONUDI. Sous réserve de toute modification du barème des quotes-parts de l'ONU que l'Assemblée générale des Nations Unies pourrait approuver, cette quote-part sera appliquée à la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) au cas où ce pays présenterait une demande d'admission et serait admis.

FONDS GÉNÉRAL ET FONDS DE ROULEMENT
État des mouvements de trésorerie pour l'année terminée le 31 décembre 2000
(en milliers de dollars des États-Unis)

	Total 2000	Total 1998
Activités courantes		
Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses (état I)	7 935,9	12 270,4
(Augmentation) diminution des contributions à recevoir	(223,8)	(5 737,0)
(Augmentation) diminution des autres sommes à recevoir	2 223,3	3 414,6
Augmentation (diminution) des contributions ou paiements reçus par avance	372,3	(176,3)
Augmentation (diminution) des engagements non réglés	(6 639,4)	(6 934,8)
Augmentation (diminution) des sommes à recevoir	(2 020,8)	872,1
Augmentation (diminution) des autres éléments de passif		(950,5)
Moins: Intérêts	670,0	
Ajustements sur opérations de change	<u>(2 077,5)</u>	<u>1 543,9</u>
Fonds issus des activités courantes (montant net)	3 055,0	2 165,1
Activités de placement et de financement		
Augmentation (diminution) du solde interfonds	3 436,5	(439,9)
Augmentation (diminution) des sommes empruntées	(1 000,0)	(1 000,0)
Plus: Intérêts	670,0	
Ajustements sur opérations de change	<u>(2 077,5)</u>	<u>1 543,9</u>
Fonds issus des activités de placement et de financement (montant net)	1 029,0	104,0
Fonds issus d'autres sources		
Annulation d'engagements d'exercices antérieurs ou économies réalisées lors de leur règlement	3 348,5	1 804,2
Virements aux (des) réserves	(94,6)	(9 974,2)
Montants à porter au crédit des États Membres et ajustements relatifs aux exercices biennaux antérieurs	<u>(6 539,9)</u>	<u>1 971,9</u>
Fonds issus d'autres sources (montant net)	(3 286,0)	(6 198,1)
Augmentation (diminution) du solde (montant net)	798,0	(3 929,0)
Solde en début de période	<u>12 900,2</u>	<u>13 509,1</u>
Solde en fin de période (état II)	<u>13 698,2</u>	<u>9 580,1</u>

FONDS GÉNÉRAL

État des ouvertures de crédit par grand programme pour l'exercice biennal 2000-2001 au 31 décembre 2000 (note 2 a) i)

(en milliers de dollars des États-Unis)

Grand programme	Crédits ouverts initiaux	Transferts/ autres ajustements	Crédits ouverts révisés	Décaissements en 2000	Engagements non réglés au 31/12/00	Total des dépenses	Soldes des crédits ouverts
Organes directeurs	2 839,4	(359,7)	2 479,7	1 490,6	5,9	1 496,5	983,2
Direction générale	5 463,8	(618,4)	4 845,4	4 365,6	393,4	4 759,0	86,4
Renforcement des capacités industrielles	20 327,3	(2 407,0)	17 920,3	11 665,4	1 213,1	12 878,5	5 041,8
Développement industriel durable et plus propre	8 566,8	(1 032,1)	7 534,7	5 897,2	263,5	6 160,7	1 374,0
Programme régional	13 483,1	(740,0)	12 743,1	8 740,5	1 358,4	10 098,9	2 644,2
Administration	12 696,0	(1 497,4)	11 198,6	11 984,0	1 727,7	13 711,7	(2 513,1)
Gestion des bâtiments	20 491,5	(2 650,8)	17 840,7	9 699,7	2 923,5	12 623,2	5 217,5
Total A	83 867,9	(9 305,4)	74 562,5	53 843,0	7 885,5	61 728,5	12 834,0
	Montant estimatif approuvé			Montants effectifs	Montants à recevoir	Total des recettes	(Dépassement) sous-utilisation
Recettes							
Programme régional	507,6		507,6	414,3		414,3	93,3
Gestion des bâtiments	16 181,2	(2 093,2)	14 088,0	7 286,3	3 004,5	10 290,8	3 797,2
Recettes accessoires							
i) Prévues dans GC.8/Dec.17	724,3	(17,5)	706,8	882,4		882,4	(175,6)
ii) Non prévues dans GC.8/Dec.17				(1 873,5)		(1 873,5)	1 873,5
Total B	17 413,1	(2 110,7)	15 302,4	6 709,5	3 004,5	9 714,0	5 588,4
Total A-B	66 454,8	(7 194,7)	59 260,1	47 133,5	4 881,0	52 014,5	7 245,6

Tableau 4.1

FONDS GÉNÉRAL
État des ouvertures de crédit par principal objet de dépense pour l'année 2000 au 31 décembre 2000 (note 2 a) i)
(en milliers de dollars des États-Unis)

Principal objet de dépenses	Crédits initialement ouverts	Virements/ autres ajustements	Montant révisé des crédits ouverts	Décaissements	Engagements non réglés au 31/12/00	Total des dépenses	Solde des crédits ouverts
Dépenses de personnel	48 668,7	(5 130,5)	43 538,2	40 241,4	1 322,5	41 563,9	1 974,3
Voyages autorisés	1 215,2	(111,7)	1 103,5	551,3	125,1	676,4	427,1
Services contractuels	260,0	(29,4)	230,6	166,6	17,0	183,6	47,0
Frais généraux de fonctionnement	14 454,6	(1 672,0)	12 782,6	6 540,4	3 224,8	9 765,2	3 017,4
Fourniture et accessoires	393,0	(51,1)	341,9	123,7	93,1	216,8	125,1
Achat de mobilier et de matériel	311,5	(41,1)	270,4	39,8	46,6	86,4	184,0
Coopération technique et DDIA	6 937,8	(826,2)	6 111,6	1 106,9	796,7	1 903,6	4 208,0
Dépenses de TEI autres que les dépenses de personnel	2 075,3	(274,2)	1 801,1	1 622,2	454,4	2 076,6	(275,5)
Dépenses diverses	9 551,8	(1 169,2)	8 382,6	3 450,7	1 805,3	5 256,0	3 126,6
Total A	83 867,9	(9 305,4)	74 562,5	53 843,0	7 885,5	61 728,5	12 834,0
Recettes	Montant estimatif approuvé			Recettes effectives	Recettes acquises	Total des recettes	(Excédent) Déficit
Traitement et dépenses communes de personnel	4 826,0	(593,3)	4 232,7	3 171,6	252,8	3 424,4	808,3
Voyages autorisés	3,5	(0,4)	3,1				3,1
Frais généraux de fonctionnement	9 482,7	(1 185,6)	8 297,1	4 302,9	2 070,6	6 373,5	1 923,6
Fournitures et accessoires	103,2	(13,6)	89,6	29,8	15,3	45,1	44,5
Achat de mobilier et de matériel	157,6	(20,8)	136,8	4,7	23,2	27,9	108,9
Dépenses diverses	2 115,8	(279,5)	1 836,3	191,6	642,6	834,2	1 002,1
Total B	16 688,8	(2 093,2)	14 595,6	7 700,6	3 004,5	10 705,1	3 890,5
Recettes accessoires							
i) Prévues dans GC.8/Dec.17	724,3	(17,5)	706,8	882,4		882,4	(175,6)
ii) Non prévues dans GC.8/Dec.17				(1 873,5)		(1 873,5)	1 873,5
Total C	724,3	(17,5)	706,8	(991,1)		(991,1)	1 697,9
Total A-B-C	66 454,8	(7 194,7)	59 260,1	47 133,5	4 881,0	52 014,5	7 245,6

II. NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Préface

MISSION DE L'ONUDI

L'ONUDI est l'institution spécialisée des Nations Unies qui a pour tâche de promouvoir un développement industriel durable dans les pays dont l'économie est en développement ou en transition.

L'ONUDI mobilise les moyens conjugués de l'État et du secteur privé pour stimuler une production industrielle compétitive, mettre en place des partenariats industriels internationaux et promouvoir un développement industriel socialement équitable et ménageant l'environnement.

L'ONUDI est la seule organisation mondiale s'occupant de l'industrie dans l'optique du développement. Elle offre des services neutres et spécialisés sans but lucratif. Son personnel, hautement qualifié, dispose des connaissances vastes et approfondies requises dans le domaine industriel. Grâce à son rôle de forum mondial du développement industriel et aux services de coopération technique qu'elle propose, l'ONUDI contribue à renforcer la prospérité économique des pays et à accroître leur capacité industrielle.

L'objectif ultime de l'ONUDI est d'améliorer la vie des individus en jetant les bases industrielles d'une prospérité et d'une santé économique à long terme.

Note 1. Résumé des principales conventions comptables

Les principales conventions comptables de l'ONUDI sont les suivantes:

a) La comptabilité de l'ONUDI est tenue conformément au Règlement financier de l'ONUDI adopté par la Conférence générale, aux règles formulées ci-après, aux instructions administratives en vigueur lors de la transformation de l'ONUDI en institution spécialisée, ainsi qu'aux principes comptables généralement admis dans l'administration publique. L'ONUDI suit les normes comptables approuvées à sa quatre-vingt-troisième session par le Comité consultatif pour les questions administratives au nom du Comité administratif de coordination et appelées de ses vœux par l'Assemblée générale dans sa résolution 48/216. Les états financiers, dont les présentes notes font partie intégrante, sont présentés conformément à ces normes, qui sont les suivantes:

- i) La continuité de l'exploitation, la permanence des méthodes et l'indépendance des exercices sont des principes comptables fondamentaux. Lorsque les principes comptables fondamentaux sont appliqués dans les états financiers, il n'est pas nécessaire de les mentionner. Lorsqu'un principe comptable fondamental n'est pas appliqué, cela doit être signalé et justifié;
- ii) La prudence, la primauté de la substance sur la forme et l'importance relative doivent guider le choix et l'application des conventions comptables;
- iii) Les états financiers doivent comporter une indication claire et concise de toutes les principales conventions comptables qui ont été appliquées;
- iv) L'indication des principales conventions comptables appliquées doit faire partie intégrante des états financiers. Ces conventions sont normalement indiquées en un seul endroit;
- v) Les états financiers doivent faire apparaître les chiffres correspondants de l'exercice précédent;
- vi) Toute modification de convention comptable ayant une incidence importante sur l'exercice en cours ou susceptible d'avoir une incidence importante sur les exercices à venir doit être mentionnée et justifiée. L'incidence de la modification doit, si elle est importante, être précisée et quantifiée.

b) Les états financiers de l'ONUDI sont établis en appliquant le principe des coûts historiques et n'ont pas été ajustés pour tenir compte de l'évolution du coût des biens et services.

c) Comptabilité par fonds. La comptabilité de l'ONUDI est tenue sur la base d'une "comptabilité par fonds". Des fonds distincts peuvent être constitués à des fins générales ou spéciales par la Conférence générale ou le Directeur général. Chaque fonds représente une entité financière et comptable distincte ayant sa propre comptabilité autonome comportant un groupe de comptes en partie double.

d) L'exercice budgétaire de l'Organisation est une période biennale comprenant deux années civiles consécutives.

e) Les recettes, les dépenses, les éléments d'actif et de passif sont pris en compte selon la méthode de comptabilité d'exercice, à l'exception des fonds d'affectation spéciale, pour lesquels les recettes ne sont comptabilisées que lors du versement des contributions.

f) Conversion des monnaies. Les comptes de l'Organisation sont présentés en dollars des États-Unis. Les opérations effectuées dans d'autres monnaies sont converties en dollars des États-Unis au moment de l'opération aux taux de change fixés par l'Organisation des Nations Unies. En ce qui concerne ces monnaies, les états financiers – établis aux intervalles prescrits – font apparaître l'encaisse, les investissements, les contributions annoncées non versées et les sommes à recevoir et à payer dans des

monnaies autres que le dollar des États-Unis, converties au taux de change fixé par l'Organisation des Nations Unies à la date d'établissement des états.

g) Contributions mises en recouvrement. En application des dispositions de l'article 5.6 du règlement financier, les versements faits par un État Membre sont d'abord portés à son compte au Fonds de roulement, l'excédent venant en déduction des contributions dues, dans l'ordre de leur mise en recouvrement.

h) Les contributions en nature reçues ou à recevoir et leur valeur ne sont pas prises en compte mais elles sont indiquées dans les notes afférentes aux états financiers.

i) Les fonds en dépôt sur des comptes bancaires porteurs d'intérêts, les certificats de dépôts, les dépôts à terme et les comptes à vue apparaissent, dans les états de l'actif et du passif, comme liquidités.

j) Charges comptabilisées d'avance:

i) Les charges comptabilisées d'avance sont des éléments de dépense qui ne peuvent être imputés sur l'exercice budgétaire en cours et le seront lors d'un exercice ultérieur;

ii) Aux seules fins de l'établissement du bilan, la partie de l'avance sur l'indemnité pour frais d'études censée correspondre à l'année scolaire terminée à la date d'établissement de l'état financier apparaît à la rubrique charges comptabilisées d'avance. Le montant intégral de l'avance est conservé dans les sommes à recevoir du personnel jusqu'à ce que les fonctionnaires concernés apportent la preuve qu'ils ont droit à l'indemnité pour frais d'études. Le compte budgétaire est alors imputé et l'avance recouvrée.

k) Capital fixe. Le mobilier, le matériel, les autres biens durables ainsi que les améliorations locatives ne sont pas inclus dans l'actif de l'Organisation. Les acquisitions sont imputées sur le budget de l'année d'achat.

l) Les engagements prévisionnels approuvés pour des exercices à venir, lorsque l'intérêt de l'ONUDI l'exige, conformément à la règle de gestion financière 109.6, sont indiqués dans les notes afférentes aux états financiers du fonds concerné. En règle générale, ces engagements prévisionnels sont limités aux besoins administratifs de caractère continu et aux contrats ou obligations dont l'exécution exige un délai plus long que l'exercice en cours.

m) Le Fonds général ne comprend aucune provision au titre des primes de rapatriement ou des imprévus visés à l'annexe D du Règlement du personnel de l'ONUDI, des crédits étant ouverts à cet effet dans le budget. Toutefois, une provision calculée sur la base de 1 % de la rémunération de base nette est constituée afin de pouvoir verser les primes de rapatriement et les indemnités visées à l'annexe D aux personnels rémunérés par les programmes de coopération technique autres que le PNUD.

n) Les excédents dus aux États Membres sont des fonds pouvant être portés à leur crédit qui proviennent de soldes inutilisés de crédits, d'économies réalisées lors du règlement d'engagements de dépenses au titre d'exercices antérieurs et de contributions versées par de nouveaux États Membres. En application des dispositions de l'article 4.2 b) modifié du règlement financier, le montant porté au crédit des États Membres est diminué des arriérés de contribution. Le solde du compte d'excédent vient en déduction des futures contributions mises en recouvrement, conformément à l'article 5.2 d) du règlement financier, à moins que la Conférence générale n'en décide autrement.

o) Autres recettes:

i) Les recettes nettes dégagées par les activités productrices de recettes sont inscrites sous la rubrique autres recettes;

- ii) Les remboursements de dépenses imputées sur des exercices antérieurs sont portés au crédit des recettes accessoires;
- iii) Les sommes acceptées pour lesquelles aucune affectation n'est spécifiée ont été incluses dans les recettes accessoires;
- iv) Les gains ou pertes de change proviennent d'opérations sur des monnaies autres que le dollar des États-Unis et de la réévaluation des éléments d'actif et de passif détenus en monnaies locales;
- v) Le produit de la vente de biens excédentaires est porté au crédit du compte accessoires des fonds respectifs;
- vi) Les recettes nettes provenant de la vente de publications figurent sous la rubrique autres recettes. Les recettes brutes et les frais connexes sont indiqués dans la note afférente au Fonds général.
- p) Comptes de coopération technique:
 - i) Les crédits ouverts pour les programmes de coopération technique inscrits au budget ordinaire sont administrés conformément aux dispositions du règlement financier de l'ONUDI;
 - ii) Recettes au titre des allocations – PNUD. Le montant des recettes au titre des allocations provenant du PNUD et des fonds d'affectation spéciale du PNUD est le même que celui indiqué pour les dépenses totales conformément aux procédures du PNUD, qui exige que les allocations soient ajustées pour correspondre aux dépenses réelles;
 - iii) Recettes au titre des contributions – Fonds d'affectation spéciale. Les contributions provenant des gouvernements ou d'autres donateurs sont comptabilisées lors de la réception de la contribution;
 - iv) Intérêts et recettes accessoires. Les intérêts et les recettes accessoires provenant du programme ordinaire de coopération technique sont portés au crédit du Fonds général. Les intérêts et les recettes accessoires provenant des activités du PNUD sont portés au crédit au compte fonds d'exploitation tenu au sein de cette organisation. Les intérêts et les recettes accessoires destinés aux fonds de coopération technique sont portés au crédit des projets concernés. Les intérêts provenant des activités du Fonds de développement industriel sont portés au crédit des sommes à payer jusqu'à ce que le donateur en ait disposé. Les intérêts à recevoir au titre de l'élément contributions générales du fonds sont portés au crédit de ce fonds;
 - v) Les critères de comptabilisation et de présentation des engagements non réglés de la période biennale en cours pour le programme ordinaire de coopération technique sont les mêmes que pour le budget ordinaire. Pour toutes les autres sources de financement de la coopération technique, les engagements peuvent être présentés comme des dépenses de l'année en cours sur la base des critères suivants:

Services du personnel

Coût des traitements et des dépenses connexes correspondant aux services rendus pendant l'année civile. Dans ce contexte, les services du personnel comprennent le personnel temporaire, les heures supplémentaires et les consultants au titre de contrats de louage de services. Toutefois, lorsque la rémunération du consultant prend la forme d'une somme forfaitaire et non

d'une somme correspondant à une certaine période, le coût intégral de ce contrat peut être considéré comme un engagement de dépenses pour l'année en cours.

Fournitures et matériel

Coût intégral des contrats ou des commandes passés avant la fin de l'année, qu'ils aient été exécutés ou non, aussi longtemps que des crédits budgétaires sont disponibles pour l'exercice en cours.

Contrats de sous-traitance

Une obligation peut être prise en compte sur la base de l'échéancier inclus dans le contrat signé avec le sous-traitant. En l'absence d'échéancier, ce sont les dates estimées des paiements qui servent de référence.

Bourses d'études

Coût de la bourse entre la date de début des études et la date de leur achèvement ou bien le 31 décembre si elles ne sont pas terminées à cette date. Le boursier doit avoir été placé, c'est-à-dire que la bourse doit avoir été attribuée à une personne désignée, que le lieu d'études, la nature des cours et leur durée doivent être établis, et que le gouvernement bénéficiaire doit être informé.

Voyages

Le montant intégral des frais de voyage, y compris le coût du transport, les indemnités de subsistance et autres dépenses accessoires, peut être pris en compte si le voyage a commencé avant la fin de l'année civile.

Formation de groupe

Coût des activités organisées pendant l'année en cours. Lorsqu'une activité commence une année et se poursuit l'année suivante, le coût intégral de cette activité doit être imputé sur l'année en cours.

- vi) Les engagements non réglés pour l'exercice en cours au titre de toutes les activités de coopération technique autres que celles imputées sur le budget ordinaire restent valables pendant douze mois après la fin de l'année, et non de la période biennale, à laquelle ils se rapportent. Toutefois, conformément aux critères du PNUD pour l'établissement des rapports, les agents d'exécution peuvent maintenir les engagements non réglés au-delà de douze mois lorsqu'une obligation ferme de payer existe toujours. Dans les états financiers, ces obligations sont présentées comme des sommes à payer. Les économies réalisées lors de la liquidation d'obligations de l'exercice précédent sont portées au crédit de certains projets sous la forme d'une réduction des dépenses de l'exercice en cours, conformément aux critères d'établissement des rapports appliqués par le PNUD. Les critères du PNUD s'appliquent également au Fonds de développement industriel et aux fonds d'affectation spéciale;
- vii) On utilise, pour les projets du PNUD, un système d'établissement du coût moyen dans lequel les éléments des frais réels propres à chaque expert sont imputés sur des projets du PNUD au coût moyen, calculé en répartissant ces coûts sur tous les projets du PNUD pour lesquels des mois-experts ont été fournis pendant l'exercice en cours.
- q) Fonds d'affectation spéciale. La circulaire UNIDO/DG/B.18/Rev.1 du Directeur général en date du 15 mai 1992 énonce des principes révisés de création et de gestion des fonds d'affectation spéciale

applicables à compter du 26 mai 1992. Les fonds extrabudgétaires accordés à l'Organisation en remboursement de l'utilisation de ses installations ne sont pas couverts par les dispositions de cette circulaire.

- r) **Compte spécial pour dépenses d'appui aux programmes:**
 - i) Le remboursement des dépenses d'appui aux programmes est prévu pour les activités de coopération technique extrabudgétaires. Le montant de ce remboursement correspond à un pourcentage des ressources utilisées;
 - ii) Dans le cadre des nouveaux arrangements du PNUD applicables aux dépenses d'appui des organisations, les dépenses pour l'élaboration des politiques et des programmes (AEPP) et l'appui aux services techniques (AST) sont remboursées au coût unitaire standard par mois-travail, tandis que pour les services administratifs et opérationnels, le remboursement est calculé au taux de 10 % pour tous les services;
 - iii) Dans les états financiers de l'Organisation, le compte spécial des dépenses d'appui aux programmes apparaît sous une rubrique distincte de celle des fonds interinstitutions, dont il tire ses recettes;
 - iv) Les engagements non réglés eu égard au compte spécial de dépenses d'appui aux programmes sont traités de la même manière que dans le budget ordinaire.

s) Les versements à titre gracieux effectués conformément aux dispositions de la règle de gestion financière 109.13 sont indiqués dans les notes afférentes aux états financiers du fonds concerné, conformément à l'article 9.3 du règlement financier.

Note 2. Fonds général et fonds de roulement

a) Contributions mises en recouvrement

- i) La Conférence générale a approuvé, pour 2000-2001, un budget ordinaire de 132 909 600 dollars sur la base d'un taux de change de 12,90 schillings pour 1 dollar des États-Unis (GC.8/Dec.17), qui sera financé par les contributions des États Membres, dont la moitié (66 454 800 dollars) a été mise en recouvrement pour 2000. Ce montant a été ramené à 59 260 100 dollars par application de la formule d'ajustement indiquée dans la décision GC.8/Dec.17 pour tenir compte du taux de change moyen réellement appliqué en 2000 (1 dollar = 14,8635 schillings). Les ouvertures de crédit révisées pour 2000 apparaissent dans l'état IV des états financiers;
- ii) Étant donné que les contributions en schillings autrichiens ont été converties en dollars des États-Unis au taux de change en vigueur au moment de leur versement et que les contributions en schillings autrichiens non versées au 31 décembre 2000 ont été réévaluées au taux en vigueur à cette date (1 dollar = 15,9083 schillings), la valeur des contributions mises en recouvrement a diminué de 6 504 482 dollars, pour représenter 59 950 318 dollars.

b) Activités productrices de recettes

Le produit brut de la vente de publications de l'ONUDI s'est établi à 140 776 dollars, dont la moitié (70 388 dollars) a été virée sur le fonds autorenewable pour la vente de publications (73 601 dollars). Le coût des activités de promotion des ventes et d'autres dépenses en 2000 sont de 22 858 dollars. Le solde net de ce fonds au 31 décembre 2000 est de 121 131 dollars.

c) **Ajustements pour fluctuations du taux de change**

En raison de la fluctuation du taux de change entre le schilling autrichien et le dollar des États-Unis, une perte nette de 2 077 583 dollars a été enregistrée sur les fonds détenus en schillings autrichiens.

d) **Ajustements relatifs à la période biennale antérieure**

Conformément à la décision IDB.7/Dec.7, les arriérés de contributions en schillings autrichiens pour 1998-1999 ont été réévalués au taux de change de 13,38 schillings pour 1 dollar, soit le taux de change moyen pour la période de trois ans comprenant l'exercice biennal 1998-1999 et la période de 12 mois consécutive se terminant le 31 décembre 2000.

Les ajustements d'un montant de 659 825 dollars relatifs à la période biennale antérieure correspondent à une baisse de 384 682 dollars des contributions pour 1998-1999 versées en schillings autrichiens par les États Membres et d'une diminution de 275 143 dollars de l'excédent de l'exercice 1994-1995 en raison de la réception tardive de frais supplémentaires de l'Organisation des Nations Unies pour le Bureau de liaison de l'ONUDI à New York concernant l'année 1994.

e) **Économies réalisées sur les engagements de dépense de la période biennale antérieure ou par l'annulation de ces engagements**

On trouvera ci-après une analyse des économies exprimées en millions de dollars des États-Unis, réalisées sur le règlement des engagements de 1998-1999, ainsi que l'état des crédits ouverts pour cette période au 31 décembre 2000:

	<u>Solde des crédits ouverts au 31 décembre 1999</u>	<u>Économies réalisées sur le règlement d'engagements en 2000</u>	<u>Solde des crédits ouverts au 31 décembre 2000</u>
Grand Programme			
Organes directeurs	0,4	0,1	0,5
Gestion générale	0,1	0,3	0,4
Renforcement des capacités industrielles	4,5	0,8	5,3
Développement industriel durable et plus propre	3,0	0,1	3,1
Programme régional	2,0	(0,1)	1,9
Coopération technique	(0,3)	1,0	0,7
Administration	<u>7,7</u>	<u>2,4</u>	<u>10,1</u>
Total A	17,4	4,6	22,0
	<u>(Excédent) déficit par rapport aux prévisions approuvées</u>	<u>(Excédent) déficit produits à recevoir</u>	<u>(Excédent) déficit par rapport aux prévisions approuvées</u>
Programme régional	0,4		0,4
Administration	6,4	1,3	7,7
Recettes accessoires	<u>(0,3)</u>		<u>(0,3)</u>
Total B	6,5	1,3	7,8
Total A-B	10,9	3,3	14,2

f) **Sommes à recevoir – autres**

Les sommes à recevoir – autres comprennent la somme réclamée par l'Organisation au Gouvernement des États-Unis d'Amérique pour l'impôt américain sur le revenu remboursé en 1996 et 1997 aux fonctionnaires de l'ONUDI au titre de l'accord sur le remboursement des impôts versés. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a fait savoir à l'Organisation que les fonds affectés au remboursement des impôts à l'ONUDI étaient actuellement épuisés, mais que le Gouvernement avait l'intention de régler les créances en cours dans la mesure où des fonds deviendraient disponibles. Aucun versement n'a été reçu en 2000.

La question de la réclamation faite par l'Organisation auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique au titre de l'accord de participation aux coûts pour les indemnités au personnel du service des bâtiments licencié lors des réductions d'effectifs de 1995 n'est pas réglée. Une provision pour non-recouvrement éventuel de cette somme a été incluse dans les sommes à payer.

g) **Contributions versées par anticipation**

Des États Membres ont versé des contributions d'un montant variable, totalisant 0,7 million de dollars, qui sera déduit des contributions pour 2001.

h) **Emprunts**

Lorsque l'ONUDI s'est transformée en institution spécialisée, un prêt sans intérêt de 16 millions de dollars lui a été accordé par l'Organisation des Nations Unies. Ce prêt est remboursable à raison de 1 million de dollars par an à compter de 1990. Le montant total dû au 31 décembre 2000 s'élève à 5 millions de dollars.

i) **Sommes à payer – autres**

Les intérêts à percevoir en sus des intérêts créditeurs prévus dans le budget pour 2000 sont estimés à 390 812 dollars. Conformément à la décision GC.8/Dec.10, ce montant est ajouté provisoirement au compte créditeur (97 385 dollars) créé à cette fin en 1999.

j) **Programme de dépenses nécessaires – Section des bâtiments**

Pour l'exercice biennal 2000-2001, les dépenses totales sont estimées à 5,6 millions de dollars. Ces dépenses doivent être réparties entre toutes les organisations sises à Vienne. La part de l'ONUDI s'élève à 1,2 million de dollars environ. Durant la première année de l'exercice, 1,0 million de dollars a été dépensé, dont 800 000 dollars sont à récupérer des autres organisations. Les avances nettes de 800 000 dollars reçues de ces organisations sont conservées dans des comptes créditeurs jusqu'à ce qu'elles soient compensées par des factures futures.

k) **Fonds de roulement**

- i) Le montant du Fonds a été fixé par la Conférence générale à 9 millions de dollars (GC.2/Dec.27). Ramené à 6 750 000 dollars (GC.6/Dec.16) pour l'exercice biennal 1996-1997, il a de nouveau été réduit à hauteur de 6 610 000 dollars pour l'exercice biennal 1998-1999 (GC.7/Dec.12).
- ii) L'excédent du solde du Fonds – 24 193 dollars – par rapport à son niveau autorisé, qui représente les contributions versées par les nouveaux États Membres en 2000, a été déduit des contributions futures.

1) **Excédent dû aux États Membres**

Le tableau suivant présente, exprimés en millions de dollars des États-Unis, les excédents dus aux États Membres après application de la provision pour retards dans le recouvrement des contributions. Cette provision comprend les arriérés de contributions à recevoir des États Membres et des nouveaux États Membres à la date de l'arrêté des comptes:

	Excédents	Excédents utilisés	Excédents déduits des contributions	Provisions pour retard dans le recouvrement des contributions	Excédents dus aux États Membres	Remarques
2000	7,9				7,9	Provisoire
1998-1999	13,1			10,1	3,0	
1996-1997 (GC.8/Res.4)	41,7	3,6	0,7	36,9	0,5	
1994-1995 (GC.7/Dec.17)	31,5	14,2		44,3	(27,0)	
1992-1993 (GC.6/Dec.15) (GC.8/Dec.10) (GC.8/Res.4)	14,7	10,4	2,0	2,1	0,2	
1990-1991	8,7			1,1	7,6	Maintenu – GC.5/Dec.14
1988-1989 1986-1987 (GC.4/Dec.15)	6,5			0,2	6,3	Maintenu – GC.4/Dec.15
	4,3	4,3				
	128,4	32,5	2,7	94,7	(1,5)	
Contributions versées par les nouveaux États Membres	1,5		1,0	0,3	0,2	
Total	129,9	32,5	3,7	95,0	(1,3)	

m) **Réserve pour indemnités lors de la cessation de service**

En application de la décision GC.6/Dec.15 (par. e)), le montant de 9 546 732 dollars, correspondant au montant versé du solde des crédits ouverts au titre de l'exercice biennal 1992-1993, a été viré en 1995 à une réserve pour indemnités lors de la cessation de service. Cette réserve a été ramenée à 991 717 dollars du fait des paiements effectués au cours de la période 1995-2000 pour un total de 8 555 015 dollars (371 210 dollars en 2000). Conformément à la décision GC.7/Dec.17, le montant de 13,9 millions de dollars a été transféré du solde inutilisé des crédits ouverts au titre de l'exercice biennal 1994-1995 pour approvisionner la réserve pour indemnités lors de la cessation de service afin de couvrir les dépenses liées à la réduction des effectifs découlant du programme et des budgets pour l'exercice biennal 1998-1999. Cette réserve a été ramenée à 3 888 829 dollars du fait des paiements effectués au cours de la période 1998-2000 (10 011 171 dollars au total, 704 dollars en 2000).

n) Les contrats à long terme octroyés pour l'exploitation du CIV ne sont pas considérés comme des engagements prévisionnels, car ils peuvent être résiliés à tout moment sans pénalité.

o) Des engagements représentant des obligations légales pour lesquels des paiements d'un montant de 143 953 dollars seront effectués en 2001, ont été pris avant le 31 décembre 2000 au titre du programme ordinaire et de la DDIA.

p) **Équipements durables**

Le tableau suivant présente les équipements durables, au prix coûtant exprimé en millions de dollars des États-Unis, tels qu'ils apparaissent dans les inventaires cumulés de l'ONUDI au 31 décembre 2000. Conformément aux principes comptables appliqués par l'ONUDI, les équipements durables ne sont pas inclus dans le capital fixe de l'Organisation, mais sont imputés, lors de leur acquisition, sur les crédits ouverts. La valeur minimale en dollars de chaque équipement durable est de 1 500 dollars.

Solde au 1 ^{er} janvier 2000	12,3
À ajouter: acquisitions en 2000	1,0
À déduire: liquidations en 2000	0,9
Solde au 31 décembre 2000	12,4

q) **Réserve pour versement des primes de fin de service au personnel**

En application de la décision prise en 1989 par le Groupe de vérificateurs externes des comptes à Manille, l'ONUDI a calculé les montants nécessaires pour couvrir les coûts estimatifs du paiement des primes de fin de service au 31 décembre 2000.

Conformément aux normes comptables du système des Nations Unies, les réserves pour versement des primes de fin de service comprennent l'indemnité de fin de service, la prime de rapatriement et le versement en compensation des jours de congé annuel accumulés. Les montants ont été évalués sur la base du coût moyen des primes de fin de service versées au personnel pour l'exercice biennal 1996-1997. Ils sont estimés à:

Budget ordinaire	13,0 millions de dollars
Budget opérationnel	3,2 millions de dollars

Les prestations dues postérieurement au départ à la retraite en sont exclues, aucune évaluation actuarielle n'étant disponible.

Il est à noter qu'aucun crédit budgétaire n'a été ouvert, si ce n'est dans le budget opérationnel présenté dans l'état II et la note 3 c) (réserve opérationnelle), où il existe une réserve de 4,3 millions de dollars qui a été ramenée à 2,4 millions de dollars du fait de soldes négatifs.

r) **Réserve au titre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies**

Aux termes de l'article 26 a) des statuts et règlements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, si l'on constate, à la suite d'une évaluation actuarielle, que les avoirs de la Caisse risquent d'être insuffisants pour faire face aux obligations découlant des présents statuts, chaque organisation affiliée à la Caisse verse la somme nécessaire pour combler le déficit. Le secrétariat de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies doit déterminer la responsabilité potentielle de chaque organisation membre. Dans le rapport de la vingt-quatrième évaluation actuarielle de la Caisse, l'Actuaire-conseil a déterminé si les avoirs de la Caisse étaient suffisants. Il n'était pas nécessaire, au 31 décembre 1999, d'effectuer des versements en vertu de l'article 26 des statuts de la Caisse pour combler un déficit. L'évaluation actuarielle sera actualisée en 2002.

s) **Assurance maladie après la cessation de service**

Les fonctionnaires (leur conjoint, leurs enfants à charge ou survivants) qui prennent leur retraite à 55 ans ou plus, comme prévu dans les statuts de la Caisse des pensions, peuvent bénéficier d'une assurance maladie après la cessation de service s'ils ont été affiliés pendant au moins dix ans à un régime contributif

d'assurance maladie du système commun. C'est aussi le cas pour les fonctionnaires qui reçoivent une indemnisation en cas d'invalidité en vertu de l'appendice D du Règlement du personnel. Les coûts de l'affiliation à ce régime sont supportés de façon conjointe par l'ONUDI et les participants.

En 2000, les contributions de l'Organisation à ce régime se sont élevées à 1 030 789 dollars. Le montant de 1 million de dollars dû à l'Organisation des Nations Unies pour d'anciens fonctionnaires de l'ONUDI affiliés au régime d'assurance de l'ONU entre 1986 et 1994, a été réduit de 305 932 dollars pour s'établir à 694 068 dollars. Conformément à la conclusion 2000/2 du Comité des programmes et des budgets, une étude actuarielle a été menée pour déterminer les incidences financières de l'assurance maladie après la cessation de service; elle montre que le niveau actuel des obligations non provisionnées est de 36,7 millions de dollars.

t) **Contributions en nature**

Des contributions en nature ont été reçues d'États Membres pour le service extérieur et les projets opérationnels de l'ONUDI (valeur estimée à 503 100 dollars) et pour les voyages du personnel (valeur estimée à 82 800 dollars).

u) **Fonds commun pour réparations importantes et remplacements**

Le 1^{er} janvier 1981 est entré en vigueur un accord entre la République d'Autriche, l'Organisation des Nations Unies et l'AIEA en vue de créer un fonds commun destiné à financer les réparations importantes et le remplacement de bâtiments, d'équipements et d'installations techniques appartenant à la République d'Autriche et faisant partie des locaux de l'Organisation des Nations Unies et de l'AIEA au Centre international de Vienne (CIV). Cet accord s'applique également à l'ONUDI depuis qu'elle est devenue une institution spécialisée en 1986. Le Fonds est administré par le Directeur des Services généraux de l'ONUDI, par l'intermédiaire d'un comité mixte. Les comptes annuels sont établis par l'ONUDI et vérifiés par le Bureau de contrôle interne. La responsabilité de chacune des trois organisations sises au CIV, qui était limitée à 150 000 dollars par an, soit 25 000 dollars de contribution annuelle et jusqu'à 125 000 dollars de remboursement des dépenses approuvées engagées pendant l'année antérieure, a été portée à 325 000 dollars à compter du 1^{er} janvier 1996. La République d'Autriche, quant à elle, est tenue de régler le solde dépassant la limite cumulée de 900 000 dollars fixée pour les trois institutions. En 1999 a été conclu un accord entre les organisations sises à Vienne et l'OTICE sur le partage à part égale entre les quatre institutions de la contribution annuelle ainsi que des dépenses annuelles, c'est-à-dire 18 750 dollars pour la première et jusqu'à 225 000 dollars pour le remboursement des dépenses approuvées engagées pendant l'année antérieure.

Au 31 décembre 2000, le solde provisoire du Fonds s'élevait à 2 827 246 dollars.

Note 3. Autres fonds du Siège

a) Les fonds inscrits sous cette rubrique comprennent le Compte spécial de dépenses d'appui aux programmes et le Modèle informatisé pour l'analyse et l'évaluation des études de faisabilité (COMFAR).

b) **Excédent net des recettes sur les dépenses**

Le tableau suivant indique, en dollars des États-Unis, les recettes et les dépenses de ces fonds au cours de l'année 2000.

	Compte spécial de dépenses d'appui aux programmes	Modèle informatisé pour l'analyse et l'évaluation des études de faisabilité	Total
Recettes	9 428 259	374 570	9 802 829
Dépenses	8 676 587	349 902	9 026 489
Excédent net des recettes sur les dépenses	<u>751 672</u>	<u>24 668</u>	<u>776 340</u>

c) **Réserve opérationnelle**

Conformément à la conclusion 1989/4 du Comité des programmes et des budgets, une réserve opérationnelle de 5 504 190 dollars a été constituée au titre du compte spécial de dépenses d'appui aux programmes. Conformément à la décision IDB.14/Dec.12 du Conseil, cette réserve a été ramenée à 4 300 000 dollars. Le montant net de la réserve – 1 616 453 dollars – reporté de 1999 a été porté à 2 368 125 dollars du fait du solde positif de 751 672 dollars.

d) **Contributions en nature**

Des contributions en nature ont été reçues des États Membres pour l'appui aux bureaux extérieurs de l'ONUDI (valeur estimée à 187 400 dollars) et pour les voyages du personnel (valeur estimée à 2 800 dollars).

e) Des engagements prévisionnels d'un montant de 0,2 million de dollars, représentant des obligations légales pour lesquelles des décaissements seront effectués lors d'exercices biennaux ultérieurs, ont été pris avant le 31 décembre 2000 au titre de la COMFAR.

Note 4. Coopération technique

a) Les activités de coopération technique présentées sous cette rubrique comprennent les activités exécutées par l'ONUDI au moyen de fonds provenant du Fonds de développement industriel, de fonds d'affectation spéciale et d'accords interinstitutions conclus avec le PNUD et d'autres organisations, ainsi que du Compte spécial auquel sont virés les fonds provenant des soldes inutilisés des crédits ouverts aux fins du financement de la mise en œuvre de programmes intégrés (GC.8/Res.4).

b) **Virements aux réserves**

Ces virements représentent la commission prélevée sur les projets au titre de la provision pour versements d'indemnités mentionnée à la note 1 m).

c) Sur le solde de trésorerie de 143 678 400 dollars, l'équivalent de 1 003 476 dollars est détenu dans des monnaies classées non convertibles et se répartit comme suit:

Fonds d'affectation spéciale	----
Fonds de développement industriel	<u>1 003 476</u>
Montant total en monnaies non convertibles	<u>1 003 476</u>

d) **Réserves opérationnelles**

Dans sa décision IDB.2/Dec.7, le Conseil du développement industriel a autorisé le gel de la réserve opérationnelle du Fonds de développement industriel à 550 000 dollars.

e) Des engagements prévisionnels, représentant des obligations légales pour lesquelles des décaissements seront effectués lors d'exercices biennaux ultérieurs, ont été pris avant le 31 décembre 2000 (exprimés en millions de dollars des États-Unis):

Compte spécial pour les programmes intégrés	0,2
Fonds de développement industriel	11,0
Fonds d'affectation spéciale	2,3
Accords interinstitutions	<u>0,6</u>
	<u>14,1</u>

f) Aucun versement à titre gracieux n'a été effectué en 2000.

g) Des contributions en nature ont été reçues d'États Membres pour l'appui aux bureaux de projets et aux projets de l'ONUDI (valeur estimée à 49 200 dollars) et aux voyages dans le cadre de projets (valeur estimée à 2 000 dollars).

Note 5. Activités commerciales auto-amortissables (annexe I)

Services de restauration du CIV

Les montants des primes et indemnités réclamées par le prestataire précédent – EUREST – pour résiliation de contrat font l'objet d'un examen.

Les équipements durables utilisés par les services de restauration du CIV ont été achetés par l'ONUDI. D'après les comptes d'inventaire cumulés, leur valeur s'élève à 1 801 296 dollars. De nouveaux équipements durables ont été achetés en 2000 pour un montant de 6 307 dollars. Conformément aux accords régissant l'exploitation du CIV, 78,98 % de la valeur des équipements acquis ont été récupérés auprès d'autres organisations. Les équipements sont maintenant utilisés par le nouveau prestataire – WIWAG.

Annexe I
ACTIVITÉS COMMERCIALES AUTO-AMORTISSABLES

Tableau 1. Services de restauration du CIV – Eurest
État des recettes et des dépenses pour l'année terminée le 31 décembre 2000
(en dollars des États-Unis)

Recettes

Chiffre d'affaires brut	0
Moins: Coût des marchandises vendues	0
	0
Chiffre d'affaires net	0
Recettes diverses	14 088
	14 088
Total, recettes	14 088

Dépenses

Personnel	0
Divers	39 645
	39 645
Total, dépenses	39 645

Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	(25 557)
--	----------

État de l'actif et du passif au 31 décembre 2000

Actif

Encaisse	343 205
Sommes à recevoir	36 440
Intérêts à recevoir	463
Avances	339 445
	719 553
Total, actif	719 553

Solde inutilisé

Sommes à payer	62 498
	62 498
Total, passif	62 498

Solde inutilisé

Solde disponible au 1er janvier 2000	692 024
Ajouter: Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	(25 557)
Ajustement du solde inutilisé	(9 412)
	657 055
Solde disponible au 31 décembre 2000	657 055
Total, passif et solde inutilisé	719 553

Tableau 2. Services de restauration du CIV - WIWAG
État des recettes et des dépenses pour l'année terminée le 31 décembre 2000
(en dollars des États-Unis)

Recettes

Chiffre d'affaires brut	3 595 365
Moins: Coût des marchandises vendues	<u>1 267 196</u>
Chiffre d'affaires net	2 328 169
Recettes diverses	<u>85 217</u>
Total, recettes	<u>2 413 386</u>

Dépenses

Personnel	2 016 102
Divers	<u>310 603</u>
Total, dépenses	<u>2 326 705</u>

Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	<u>86 681</u>
--	---------------

État de l'actif et du passif au 31 décembre 2000

Actif

Encaisse	110 745
Sommes à recevoir	512 179
Stocks	<u>68 551</u>
Total, actif	<u>691 475</u>

Solde inutilisé

Sommes à payer	<u>604 794</u>
Total, passif	604 794

Solde inutilisé

Balance disponible au 1 ^{er} janvier 2000	0
Ajouter: Excédent (déficit) des recettes sur les dépenses	<u>86 681</u>
Solde disponible au 31 décembre 2000	<u>86 681</u>
Total, passif et solde inutilisé	<u>691 475</u>

Annexe II
ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE EXÉCUTÉES PAR L'ONUDI

Tableau 1. État récapitulatif des recettes et des dépenses et variations des réserves et des soldes inutilisés pour l'année terminée le 31 décembre 2000
(en milliers de dollars des États-Unis)

	Programme ordinaire	Fonds de développement industriel	Fonds d'affectation spéciale	Arrangements inter- organisations	Compte spécial pour les programmes intégrés	Total 2000
RECETTES						
Contributions mises en recouvrement						
Contributions volontaires		38 005,0	13 306,9		4 405,3	55 717,2
Autres recettes						
Fonds reçus dans le cadre d'arrangements interorganisations				10 711,6		10 711,6
Montants alloués par d'autres fonds	1 385,9					1 385,9
Intérêts créditeurs		205,6	1 863,3			2 068,9
Ajustements sur opérations de change		(672,4)	(1 269,6)			(1 942,0)
Recettes diverses		(4,5)	(2,3)			(6,8)
TOTAL, RECETTES	1 385,9	37 533,7	13 898,3	10 711,6	4 405,3	67 934,8
DÉPENSES						
Traitement et dépenses communes de personnel	817,3	14 470,6	7 007,3	5 053,5	864,4	28 213,1
Services contractuels	18,2	18 769,0	1 907,1	1 050,0	90,8	21 835,1
Dépenses de fonctionnement	100,6	1 264,0	486,8	823,0	49,8	2 724,2
Achats	248,4	8 973,2	1 577,8	1 088,5	199,7	12 087,6
Bourses	201,4	2 274,7	1 306,8	1 112,0	66,7	4 961,6
Dépenses d'appui au programme		5 596,7	1 172,1	1 584,6	82,6	8 436,0
TOTAL, DÉPENSES	1 385,9	51 348,2	13 457,9	10 711,6^a	1 354,0	78 257,6
EXCÉDENT (DÉFICIT) DES RECETTES SUR LES DÉPENSES		(13 814,5)	440,4		3 051,3	(10 322,8)
Ajustements exercices biennaux antérieurs						
Provisions pour retard dans le recouvrement des contributions						
EXCÉDENT (DÉFICIT) NET DES RECETTES SUR LES DÉPENSES		(13 814,5)	440,4		3 051,3	(10 322,8)
Annulation d'engagements d'exercices antérieurs ou économies réalisées lors de leur règlement						
Virements aux réserves		74,1	39,8			113,9
Virements des réserves						
Virements d'autres fonds/à d'autres fonds						
Montants à porter au crédit des États Membres						
Autres ajustements des réserves et des soldes inutilisés						
Réserves et soldes inutilisés, début de l'exercice biennal		82 732,7	31 621,1	15,8		114 369,6
RÉSERVES ET SOLDES INUTILISÉS, FIN DE 2000		68 992,3	32 101,3	15,8	3 051,3	104 160,7

Références:
^a Annexe II, tableau 5.

**Tableau 2. État récapitulatif de l'actif, du passif, des réserves
et des soldes inutilisés au 31 décembre 2000**
(en milliers de dollars des États-Unis)

	Programme ordinaire	Fonds de développement industriel	Fonds d'affectation spéciale	Arrangements inter- organisations	Compte spécial pour les programmes intégrés	Total 2000
ACTIFS						
Dépôt à vue et à terme		103 555,0	35 516,9	4 606,5		143 678,4
Investissements						
Sommes à recevoir						
Contributions mises en recouvrement à recevoir des États Membres						
Contributions volontaires à recevoir						
Autres contributions à recevoir				751,1		751,1
Moins provisions pour retard dans le recouvrement des contributions						
Soldes interfonds		311,2	453,3		3 786,9	4 551,4
Autres contributions à recevoir		1 410,3	687,8	420,1		2 518,2
Autres éléments d'actif		0,3		4 365,5		4 365,8
TOTAL, ACTIFS		105 276,8	36 658,0	10 143,2	3 786,9	155 864,9
PASSIF						
Paiements ou contributions versés par anticipation				1 456,1		1 456,1
Engagements non réglés		15 915,9	3 148,1	3 777,7	735,6	23 577,3
Sommes à payer						
Sommes interfonds				746,5		746,5
Autres		20 368,6	1 408,6	4 147,1		25 924,3
Autres fonds et comptes spéciaux						
Autres éléments du passif						
TOTAL, PASSIF		36 284,5	4 556,7	10 127,4	735,6	51 704,2
RÉSERVES ET SOLDES INUTILISÉS						
Réserves d'exploitation		550,0				550,0
Autres réserves		1 120,0	1 015,4			2 135,4
Soldes relatifs à des projets financés par des donateurs		64 387,2 ^a	31 085,9 ^b			95 473,1
Fonds de roulement						
Excédent (déficit)		2 935,1 ^a		15,8	3 051,3	6 002,2
TOTAL, RÉSERVES ET FONDS INUTILISÉS		68 992,3	32 101,3	15,8	3 051,3	104 160,7
TOTAL, PASSIF, RÉSERVES ET FONDS INUTILISÉS		105 276,8	36 658,0	10 143,2	3 786,9	155 864,9

Références:

^a Annexe II, tableau 3.

^b Annexe II, tableau 4.

Tableau 3. État récapitulatif des transactions sur les comptes subsidiaires du Fonds de développement industriel pour l'année terminée le 31 décembre 2000
(en dollars des États-Unis)

	Solde du Fonds au 01/01/2000	Rentrées en 2000	Dépenses en 2000	Recettes diverses, y compris l'ensemble des intérêts obtenus en 2000	Solde du Fonds au 31/12/2000
Contributions générales en monnaies convertibles	2 486 357	425 642	182 507	205 637	2 935 129
Agence de coopération culturelle et technique	89 123	0	83 855	1 085	6 353
Agence wallonne à l'exportation	146 594	196 510	186 713	30	156 421
Allemagne ^a	1 793 339	1 366	954 568	(894)	839 243
Arabie Saoudite	601 560	0	19 846	3	581 717
Australie	2 654	2 102	13 079	11 083	2 760
Autriche	3 216 191	319 717	1 341 020	(361)	2 194 527
Autriche - Programme intégré	0	951 473	245 599	38	705 912
Bahreïn	184 331	436 566	332 030	9	288 876
Belgique	1 027 288	684 764	407 221	(459 418)	845 413
Brésil	29 696	0	0	0	29 696
Chine	567 164	876 232	363 794	48	1 079 650
Costa Rica	(28 879)	27 537	0	0	(1 342)
Côte d'Ivoire	(109 207)	0	0	0	(109 207)
Danemark	2 756 126	1 871 293	1 245 375	87	3 382 131
Égypte	(101 718)	0	0	0	(101 718)
Finlande	226 403	0	0	0	226 403
Fondation Rockefeller	0	47 460	5 625	(1)	41 834
Fonds commun pour les produits de base	(731 004)	752 878	397 080	30	(375 176)
France (Ministère de l'agriculture)	1 107 217	0	315 437	51	791 831
France (Ministère des affaires étrangères)	498 625	584 659	775 273	35 547	343 558
Grèce	666 250	492 085	398 713	(2 885)	756 737
Guatemala	443 724	563 000	149 880	15	856 859
Hongrie	523 581	390 265	187 859	(5 615)	720 372
Inde	1 679 020	84 269	553 066	81	1 210 304
Indéterminé	(1 152)	0	(26 552)	0	25 400
Inverni della Beffa (Italie)	21	0	0	0	21
Iran (République islamique d')	(2 337)	1 010	0	0	(1 327)
Irlande	92 369	115 820	(2 149)	(569)	209 769
Italie	9 650 699	1 613 970	3 587 257	6 920	7 684 332
Japanese Standards Association	(45)	(1 714)	(1 759)	0	0
Japon	3 093 923	808 305	2 599 788	(19 963)	1 282 477
Koweït	0	150 000	0	0	150 000
Kuwait Institute	(279)	0	0	0	(279)
Luxembourg	0	144 473	24 746	4	119 731
Norvège	139 262	0	12 628	2	126 636
Norvège - Programme intégré	0	666 896	0	(9)	666 887
Nouvelle-Zélande	19 156	0	0	0	19 156
Pays-Bas	3 539 988	572 867	1 764 695	(1 025)	2 347 135
Pologne	55 330	146 207	129 263	5 091	77 365
Portugal (Coopération multilatérale)	561 719	0	0	0	561 719
Portugal (Institut de coopération portugaise)	126 709	0	0	0	126 709
Protocole de Montréal	42 208 455	17 372 883	30 462 464	(94 400)	29 024 474
République de Corée	851 517	278 902	91 994	(107)	1 038 318
Rép. démocratique populaire de Corée	16 931	0	0	0	16 931
Rép. tchèque (Min. des affaires étrangères)	84 040	0	45 868	7	38 179
Rép. tchèque (Min. du commerce et de l'industrie)	6	0	(8)	0	14
Royaume-Uni - Programme intégré	0	3 000 000	251 653	(138)	2 748 209
SG des eaux minérales de Vittel	(1 450)	1 450	0	0	0
Slovaquie	169 202	80 000	78 938	(3 154)	167 110
Suisse	1 891 268	3 977 885	3 458 255	573	2 411 471
Thaïlande	56 506	0	54 582	13	1 937
Venezuela	62	0	0	0	62
Total, contributions en monnaies convertibles	77 139 978	37 211 130	50 507 696	(527 822)	63 315 590
Bulgarie	(7 014)	0	0	(131)	(7 145)

	Solde du Fonds au 01/01/2000	Rentrées en 2000	Dépenses en 2000	Recettes diverses, y compris l'ensemble des intérêts obtenus en 2000	Solde du Fonds au 31/12/2000
Chine	138 806	45 515	0	(32)	184 289
Conseil d'information, de prévision et d'évaluation des technologies, New Dehli	388	0	0	0	388
Cuba	307 148	0	0	0	307 148
Égypte	(45 546)	0	0	0	(45 546)
Egyptian Iron and Steel Co.	31 942	0	0	0	31 942
Fédération de Russie	(77)	0	0	(2 536)	(2 613)
Hongrie	169 296	(166 067)	(6 382)	(9 610)	1
Inde	582 896	179 451	173 258	(93 781)	495 308
Indéterminé	298	0	0	0	298
Iran (République islamique d')	1 049	(1 010)	0	(37)	2
Pologne	276 747	228 424	411 279	(13 421)	80 471
Rép. tchèque (Min. des affaires étrangères)	15 426	0	(2 382)	(8 520)	9 288
Roumanie	492	0	0	(385)	107
Slovaquie	128 848	81 877	82 246	(20 170)	108 309
Turquie	(90 147)	0	0	(479)	(90 626)
Total, en monnaies non convertibles	1 510 552	368 190	658 019	(149 102)	1 071 621
Total général	81 136 887	38 004 962	51 348 222	(471 287)	67 322 340

^a Comprend les soldes de l'ex-République démocratique allemande.

Tableau 4. État récapitulatif des activités de coopération technique financées par des fonds d'affectation spéciale pour l'année terminée le 31 décembre 2000
(en dollars des États-Unis)

	Solde au 01/01/00	Contributions reçues, intérêts et recettes accessoires 2000	Dépenses 2000	Solde inutilisé au 31/12/2000
Projets financés par les gouvernements				
Algérie	5 272	341		5 613
Arabie saoudite	185 443	11 882	15 386	181 939
Argentine	2 590 496	835 634	923 643	2 502 487
Bélarus	23 644	1 534		25 178
Bolivie	11 243	729		11 972
Brésil	751 833	(288 718)	58 808	404 307
Chili	6 158	399		6 557
Chine	50 763	60 506	80 030	31 239
Colombie	70 889	195 948	32 364	234 473
Côte d'Ivoire	188 659	7 086	142 665	53 080
Égypte	470 283	23 598	298 547	195 334
Fédération de Russie	99 666	363 179	193 717	269 128
Gabon		32 642		32 642
Inde	436 561	856 721	338 780	954 502
Iran (Rép. Islamique d')	58 548	22 156	15 408	65 296
Iraq	190 335	12 344		202 679
Jamahiriya arabe libyenne	102 480	(11 130)		91 350
Madagascar	111 031	8 343	(10 430)	129 804
Maurice	33 030	2 755	(923)	36 708
Mexique	1 101	71		1 172
Oman	23 398	2 333	7 705	18 026
Panama	9 075	589		9 664
Paraguay	15 707	1 211	(166)	17 084
Pérou	72 735	(72 735)		
Slovénie	166 341	7 140	129 608	43 873
Thaïlande	27 107	1 758		28 865
Turquie	12 131	787		12 918
Total partiel	5 713 929	2 077 103	2 225 142	5 565 890
Experts associés				
Allemagne	88 602	155 602	133 122	111 082
Autriche	132 821	142 715	143 903	131 633
Belgique	652 285	37 183	175 895	513 573
Danemark	108 883	471 841	355 410	225 314
Fédération de Russie	24 861	67 988	55 515	37 334
France	69 380	33 423	27 296	75 507
Italie	148 100	4 617	189 706	(36 989)
Japon	511 811	133 873	29 249	616 435
Norvège		85 586	24 711	60 875
Pays-Bas	677 632	488 046	526 987	638 691
République de Corée	67 118	2 709	55 200	14 627
Royaume-Uni	26 017	(24 611)	1 406	
Total partiel	2 507 510	1 598 972	1 718 400	2 388 082
Administrateurs auxiliaires				
Allemagne	494 546	35 639	(6 992)	537 177
Autriche	28 421	1 843		30 264
Belgique	134 234	18 667	230	152 671
Danemark	216 828	(178 960)		37 868
France	13 364	(13 364)		
Italie	32 594	2 114		34 708
Japon	52 963	3 434		56 397
Norvège	20 748	13 728	10 075	24 401
Pays-Bas	255 619	41 321	(33)	296 973
Suède	45 167	2 929		48 096
Suisse	18 628	1 208		19 836
Total partiel	1 313 112	(71 441)	3 280	1 238 391

	Solde au 01/01/00	Contributions reçues, intérêts et recettes accessoires_2000	Dépenses 2000	Solde inutilisé au 31/12/2000
Projets financés par des pays donateurs				
Australie	49 652	3 429	12 385	40 696
Autriche	126 187	127 553	33 641	220 099
Belgique	385 380	21 816	118 138	289 058
Canada	7 468	10 731	4 600	13 599
États-Unis d'Amérique	344 363	22 327	1 966	364 724
Finlande	100 661	546 708	100 538	546 831
France	127 817	194 559	94 028	228 348
Grèce	52 328	2 486	22 579	32 235
Italie	8 035 028	5 963 775	4 958 181	9 040 622
Japon	7 473 685	1 321 616	2 435 918	6 359 383
Norvège	(11 255)	63 373	51 847	271
République de Corée	320 107	56 502	47 983	328 626
République tchèque	119 768	170 665	109 098	181 335
Royaume-Uni	456 149	339 498	68 519	727 128
Slovaquie	6 675	433		7 108
Suède	76 927	(49 468)	1 347	26 112
Total partiel	17 670 940	8 796 003	8 060 768	18 406 175
Autres fonds d'affectation spéciale				
ALCOA Inter America Inc.	15 797	1 024		16 821
Arthur Andersen & Co	4 270	277		4 547
Associate Mining Industries, Nigéria	24 119	1 564		25 683
Bahrain Development Bank	31 753	1 548	25 336	7 965
Banque islamique de développement	26 639	46 294	46 847	26 086
Banque mondiale	161 869	(26 165)	(2 913)	138 617
Beni Suef Cement Company	30 519	1 979		32 498
Cement Company of Northern Nigeria	229 368	14 874		244 242
Centre de recherche et de consultations industrielles	329			329
Centro de Investigaciones Textiles	101 746	7 575	(3 109)	112 430
Ceylon Steel Corporation	4 768	309		5 077
Chiyoda Corporation	3 639	(3 639)		0
Conseil de coopération des États arabes du Golfe	10 536	683		11 219
Engineering Consulting Firms Association	10 324	670		10 994
EPSTEIN Engineering Export Ltd.	728	47		775
Fed. Chemical & Ceramics Corp.	(1 513)	(98)		(1 611)
FIDA	146 957	9 643	26 139	130 461
Fonds commun pour les produits de base		131 167	8 806	122 361
Infocon	25 508	1 724	(1 169)	28 401
Inversionec Cofide S. A.	13 900	902		14 802
Iran Itok Engineering	9 606	623		10 229
Magnetti Marelli	50 484	2 626	11 538	41 572
Mitsui Co. Ltd.	8 826	572		9 398
New Nigeria Development Co.	23 660	1 597	(1 959)	27 216
Nigerian National Petroleum Corporation	697 736	49 305	86 251	660 790
Norad	674 750	911 865	408 173	1 178 442
Organisation africaine de communication par satellite	66 444	4 777	674	70 547
Organisation des Nations Unies	450	29		479
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	248	16		264
Petroliam Nasional Berhard	25 427	1 648		27 075
PREMAG	2 342	152		2 494
Procter and Gamble Far East, Inc.	413	61	18	456
RCA Holding AG	235 058	(160 050)	75 008	
Servicio Nacional de Aprendizagem Industrial	499 897	211 905	433 348	278 454
Sezione Speciale per l'Assicurazione de Credito	32 889	2 133		35 022
Shahid Modarres Ind Pharmac	48 615	3 153		51 768
Staudhammer Finanz AG	3 029	196		3 225
Swedish International Enterprise Development Association	38 576	3 192	(7 875)	49 643
TESID Turkish Electronic Industries Assoc.	1 607	104		1 711
The Ford Foundation	1 590	103		1 693
The Yemen Corporation for Cement Industries	14 174	919		15 093
Ukrainisch-österreichisches Forum	20 097	(20 097)		

	Solde au 01/01/00	Contributions reçues, intérêts et recettes accessoires 2000	Dépenses 2000	Solde inutilisé au 31/12/2000
Unilever	1 012	138	(1 249)	2 399
Union européenne	61 977	(53 446)	671	7 860
USAID	<u>(360)</u>	<u>(23)</u>	<u> </u>	<u>(383)</u>
Total partiel	3 359 803	1 151 876	1 104 535	3 407 144
Fonds d'affectation spéciale alimentés par plusieurs donateurs	<u>80 189</u>	<u>345 835</u>	<u>345 787</u>	<u>80 237</u>
Total partiel	80 189	345 835	345 787	80 237
TOTAL	<u>30 645 483</u>	<u>13 898 348</u>	<u>13 457 912</u>	<u>31 085 919</u>

**Tableau 5. État récapitulatif des activités de coopération technique
pour l'année terminée le 31 décembre 2000 dans le cadre
d'accords interorganisations**
(en dollars des États-Unis)

	Dépenses relatives aux projets	Appui au programme	Dépenses totales
PNUD			
Principal programme du PNUD	2 091 687	198 274	2 289 961
Appui à l'élaboration des politiques et des programmes	1 316 988	578 506	1 895 494
Appui aux services techniques au niveau des projets	521 936	293 245	815 181
Projets pour lesquels l'ONUDI est l'organisation associée	166 676	15 971	182 647
Projets exécutés par le gouvernement pour lesquels l'ONUDI est l'organisation chargée de la réalisation	4 744 278	473 457	5 217 735
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	285 476	25 108	310 584
	<u>9 127 041</u>	<u>1 584 561</u>	<u>10 711 602</u>

Annexe III
FONDS DE FONCTIONNEMENT - PNUD et Fonds d'affectation spéciale du PNUD

Rapport n° 1

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT
(Nom de l'organisation chargée de l'exécution)
(ONUDI)
État des fonds au 31 décembre 2000
(en dollars des États-Unis)

Fonds de fonctionnement

	\$ É.-U.	\$ É.-U.
Solde au 1 ^{er} janvier 2000		5 583 234
Ajouter: Retraits en espèces du PNUD	(12 113 800)	
BIS	15 095 654	
Autres charges/crédits (net)	3 039 308	
Recettes accessoires et ajustements de change (net) (Rapport n° 8)	264 246	
Éléments divers remboursés au PNUD (net) (Rapport n° 8)	<u>(11 475)</u>	<u>6 273 933</u>
		11 857 167
Déduire: Dépenses et dépenses d'appui pour les lignes mises en œuvre pour des projets d'exécution propre (Rapports sur l'exécution des projets - exécution)	<u>5 490 762</u>	
Dépenses et dépenses d'appui pour les lignes mises en œuvre pour des projets exécutés par d'autres organisations et des gouvernements (Rapports sur l'exécution des projets - réalisation)	<u>4 910 256</u>	<u>10 401 018</u>
Solde au 31 décembre 2000		<u>1 456 149</u>
 <u>Représenté par:</u>		
Encaisse et fonds disponibles en banque et en transit	4 606 528	
Comptes débiteurs (Rapport n° 9)	<u>4 733 866</u>	<u>9 340 394</u>
Déduire: Comptes créditeurs (Rapport n° 10)	6 418 321	
Engagements non réglés pour 2000	<u>1 465 924</u>	<u>7 884 245</u>
Solde au 31 décembre 2000		<u>1 456 149</u>

ÉTAT 1
FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
(Titre du Fonds d'affectation spéciale)
(Nom de l'organisation participante et chargée de l'exécution)
(ONUDI)

État des fonds au 31 décembre 2000
(en dollars des États-Unis)

Fonds de fonctionnement

	\$ É.-U.	\$ É.-U
Solde au 1 ^{er} janvier 2000		(707 408)
Ajouter: Retraits en espèces du PNUD		640 597
BIS		
Autres charges/crédits (net)		
Recettes accessoires et ajustements de change (net) (Rapport n° 19)		
Objets divers remboursés au Fonds d'affectation spéciale (net) (Rapport n° 18)		(66 811)
Déduire: Dépenses pendant l'année 2000		
Pour les projets		
Décaissements (Rapport n° 15A)	152 274	
Engagements non réglés (Rapport n° 16)	129 212	
Pour les SAO (Rapport n° 15A)	24 709	306 195
		(373 006)
Ajouter/soustraire:		
Ajustements au titre des années antérieures (Rapport n° 15B):		
Dépenses		
Dépenses d'appui		
SAO		
Solde au 31 décembre 2000		(373 006)
Représenté par:		
Encaisse et fonds disponibles en banque et en transit		
Comptes débiteurs (Rapport n° 20)		
Déduire: Comptes créditeurs (Rapport n° 21)	243 794	
Engagements non réglés (Rapport n° 16)	129 212	(373 006)
		(373 006)

ÉTAT 1
FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION
(Organisation chargée de l'exécution)

État des fonds au 31 décembre 2000

FONDS DE FONCTIONNEMENT

Solde au 1 ^{er} janvier 2000		18
<u>Ajouter:</u>		
Retraits en espèces du PNUAP		
Recettes/dépenses accessoires (tableau 3)		
		18
<u>Déduire:</u>		
Dépenses au titre des projets		
Décaissements (tableau 2)		
Engagements non réglés (tableau 2)		
Dépenses d'administration et des services opérationnels (tableau 2)		
<u>Ajouter/soustraire:</u>		
Ajustements au titre des dépenses de l'année antérieure (tableau 4)		
Ajustements au titre des dépenses d'administration et des services opérationnels de l'année antérieure		
Solde au 31 décembre 2000		18
<u>Représenté par:</u>		
Encaisse et fonds disponibles en banque et en transit		
Comptes créditeurs	18	18
<u>Déduire:</u>		
Comptes débiteurs (tableau 5)		
Engagements non réglés		
Solde au 31 décembre 2000		18

ETAT DES ALLOCATIONS NON UTILISEES

Solde inutilisé des allocations au 1 ^{er} janvier 2000		3 291
<u>Ajouter:</u>		
Montant net des crédits alloués par le FNUAP du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2000		
		3 291
<u>Déduire:</u>		
Crédits disponibles pour les années à venir		
		3 291
Crédits disponibles pour 2000		
<u>Déduire:</u>		
Allocations utilisées pendant 2000		
Solde inutilisé des allocations pour l'année en cours		3 291
<u>Ajouter:</u>		
Crédits alloués pour les années à venir		
Solde inutilisé des allocations au 1 ^{er} décembre 2000		3 291

ÉTAT 1
FONDS DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE POUR LA RÉGION DU TUMEN
(Titre du Fonds d'affectation spéciale)
(Nom de l'organisation participante et chargée de l'exécution)
(ONU/DI)

État des fonds au 31 décembre 2000
(en dollars des États-Unis)

Fonds de fonctionnement

	\$ É.-U.	\$ É.-U.
Solde au 1 ^{er} janvier 2000		(34 598)
Ajouter:		
Retraits en espèces du PNUD		18 261
BIS		
Autres charges/crédits (net)		
Recettes accessoires et ajustements		
de change (net) (Rapport n° 19)		
Objets divers remboursés au Fonds		
d'affectation spéciale (net) (Rapport n° 18)		(16 337)
Déduire:		
Dépenses pendant l'année 2000		
Pour les projets		
Décaissements (Rapport n° 15A)	(11 101)	
Engagements non réglés (Rapport n° 16)	12 436	
Pour les SAO (Rapport n° 15A)	134	1 469
		(17 806)
Ajouter/soustraire:		
Ajustements au titre des années		
antérieures (Rapport n° 15B):		
Dépenses		
Dépenses d'appui		
SAO		
Solde au 31 décembre 2000		<u>(17 806)</u>
Représenté par:		
Encaisse et fonds disponibles en banque et		
en transit		
Comptes débiteurs (Rapport n° 20)		
Déduire:		
Comptes créditeurs (Rapport n° 21)	5 370	
Engagements non réglés (Rapport n° 16)	12 436	17 806
		<u>(17 806)</u>

ÉTAT 1
FONDS D'ÉQUIPEMENT DES NATIONS UNIES
(Titre du Fonds d'affectation spéciale)
(Nom de l'organisation participante et chargée de l'exécution)
(ONU/DI)

État des fonds au 31 décembre 2000
(en dollars des États-Unis)

<u>Fonds de fonctionnement</u>	\$ É.-U.	\$ É.-U.
Solde au 1 ^{er} janvier 2000		(313 469)
Ajouter: Retraits en espèces du PNUD BIS Autres charges/crédits (net) Recettes accessoires et ajustements de change (net) (Rapport n° 19) Objets divers remboursés au Fonds d'affectation spéciale (net) (Rapport n° 18)		(313 469)
Déduire: Dépenses pendant l'année 2000 Pour les projets Décaissements (Rapport n° 15A) Engagements non réglés (Rapport n° 16) Pour les dépenses d'appui (Rapport n° 15A) ^a Pour les SAO (Rapport n° 15A)		(313 469)
Ajouter/soustraire: Ajustements au titre des années antérieures (Rapport n° 15B): Dépenses Dépenses d'appui SAO		
Solde au 31 décembre 2000		(313 469)
Représenté par: Encaisse et fonds disponibles en banque et en transit (Rapport n° 20) Comptes débiteurs (Rapport n° 20)		
Déduire: Comptes créditeurs (Rapport n° 21) Engagements non réglés (Rapport n° 16)	313 469	313 469 (313 469)

^a Ancien régime uniquement.

ÉTAT 1
FONDS DE DÉVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES POUR LA FEMME
(Titre du Fonds d'affectation spéciale)
(Nom de l'organisation participante et chargée de l'exécution)
(ONUFI)

État des fonds au 31 décembre 2000
(en dollars des États-Unis)

<u>Fonds de fonctionnement</u>	\$ É.-U.	\$ É.-U.
Solde au 1 ^{er} janvier 2000		(43 914)
Ajouter:		
Retraits en espèces du PNUD		
BIS		
Autres charges/crédits (net)		
Recettes accessoires et ajustements		
de change (net) (Rapport n° 19)		
Objets divers remboursé au Fonds		
d'affectation spéciale (net) (Rapport n° 18)		
		<hr/>
		(43 914)
Déduire:		
Dépenses pendant l'année 2000		
Pour les projets		
Décaissements (Rapport n° 15A)	2 655	
Engagements non réglés (Rapport n° 16)		
Pour les dépenses d'appui (Rapport n° 15A) ^a	265	
Pour le SAO (Rapport n° 15A)		2 920
		<hr/>
		(46 834)
Ajouter/soustraire:		
Ajustements au titre des années		
antérieures (Rapport n° 15B):		
Dépenses		
Dépenses d'appui		
SAO		
Solde au 31 décembre 2000		<hr/> <hr/>
		(46 834)
Représenté par:		
Encaisse et fonds disponibles en banque		
et en transit		
Comptes débiteurs (Rapport n° 20)		
		<hr/>
Déduire:		
Comptes créditeurs (Rapport n° 21)	46 834	
Engagements non réglés (Rapport n° 16)		46 834
		<hr/> <hr/>
		(46 834)

^a Ancien régime uniquement.